

L'intelligence artificielle comme levier de transformation des politiques éducatives : opportunités, risques et perspectives pour le système marocain

Artificial Intelligence as a Lever for Transforming Education Policies: Opportunities, Risks and Prospects for the Moroccan Education System

EHIRI NAAMA

Faculté des sciences de l'éducation - Rabat

Laboratoire de recherche sur l'analyse et l'évaluation des systèmes d'éducation et de formation - Rabat

ehiri.naama@gmail.com

Résumé

L'essor de l'intelligence artificielle (IA), et plus particulièrement de l'IA générative, reconfigure les conditions de conception, de mise en œuvre et d'évaluation des politiques éducatives. Au-delà des usages instrumentaux dans la classe, l'IA introduit de nouvelles capacités de personnalisation des apprentissages, d'assistance aux enseignants, d'analyse des données scolaires et d'aide à la décision publique. Ces possibilités s'accompagnent toutefois de risques structurels : biais algorithmiques, atteintes à la protection des données, dépendance cognitive, fragilisation de l'intégrité académique, accentuation des inégalités numériques et dépendance envers des infrastructures ou modèles propriétaires. Cet article analyse ces tensions à partir d'une revue critique de la littérature scientifique récente et d'une analyse documentaire des principaux référentiels internationaux et marocains. L'étude met en relation les travaux sur l'IA en éducation avec la Feuille de route 2022–2026 du ministère marocain de l'Éducation nationale, la stratégie Digital Morocco 2030 et les orientations lancées en 2026 autour de « AI Made in Morocco » et de Maroc IA 2030. Les résultats montrent que l'IA ne constitue un levier de transformation des politiques éducatives que si son adoption est gouvernée selon une logique centrée sur l'humain, la qualité pédagogique et l'équité. L'article propose un cadre intégré de gouvernance de l'IA éducative pour le Maroc articulé autour de six conditions : gouvernance et responsabilité humaines, compétences IA, protection des données, équité d'accès, évaluation pédagogique et souveraineté numérique et linguistique. Ce cadre vise à faire de l'IA non un substitut à l'action éducative, mais une infrastructure publique de capacité, encadrée par des finalités pédagogiques explicites et des mécanismes de redevabilité.

Mots-clés : intelligence artificielle ; politiques éducatives ; IA générative ; transformation numérique ; gouvernance ; équité ; Maroc.

Abstract

The rapid expansion of artificial intelligence (AI), particularly generative AI, is reshaping how education policies are designed, implemented and evaluated. Beyond classroom-level applications, AI creates new capacities for personalized learning, teacher support, educational data analytics and public decision-making. These opportunities are accompanied by structural risks, including algorithmic bias, privacy violations, cognitive dependency, threats to academic integrity, widening digital inequalities and dependence on proprietary infrastructures or models. This article examines these tensions through a critical review of recent academic literature and a documentary analysis of major international and Moroccan policy

frameworks. It connects research on AI in education with Morocco's 2022–2026 Education Roadmap, the Digital Morocco 2030 strategy, and the policy orientations launched in 2026 under "AI Made in Morocco" and Maroc IA 2030. The analysis suggests that AI can become a genuine lever for education-policy transformation only when its deployment is governed by a human-centred approach that prioritizes pedagogical quality and equity. The article proposes an integrated governance framework for educational AI in Morocco based on six conditions: human governance and accountability, AI competencies, data protection, equitable access, pedagogical evaluation, and digital and linguistic sovereignty. The framework positions AI not as a substitute for educational action, but as a public capacity infrastructure whose use must remain subordinated to explicit pedagogical purposes, transparency and accountability mechanisms.

Keywords: artificial intelligence; education policy; generative AI; digital transformation; governance; equity; Morocco.

1. Introduction

L'intelligence artificielle est passée, en quelques années, d'un domaine spécialisé de l'informatique à une technologie d'usage général capable d'affecter les pratiques de travail, la production de connaissances et l'organisation des services publics. Dans le champ éducatif, cette évolution est particulièrement visible depuis la diffusion des modèles de langage de grande taille et des outils d'IA générative. Ceux-ci rendent accessibles, à grande échelle, des fonctions de génération de contenus, de reformulation, de tutorat conversationnel, de correction, d'aide à la programmation, d'analyse de données et de soutien à la décision. Cette accessibilité transforme la question posée aux systèmes éducatifs : il ne s'agit plus de savoir si l'IA entrera dans l'éducation, mais dans quelles conditions institutionnelles, pédagogiques et éthiques elle peut y être intégrée.

La littérature consacrée à l'intelligence artificielle en éducation (Artificial Intelligence in Education AIED) montre que les usages sont anciens : systèmes tutoriels intelligents, apprentissage adaptatif, prédiction de la réussite, recommandation de ressources ou automatisation d'activités d'évaluation (Zawacki-Richter et al., 2019; Chen et al., 2020). La rupture contemporaine tient néanmoins à la diffusion d'outils génératifs polyvalents et directement manipulables par les enseignants et les apprenants. Cette évolution abaisse les barrières techniques à l'usage, mais déplace simultanément les risques vers les dimensions cognitives, éthiques, juridiques et organisationnelles (Kasneci et al., 2023; Tlili et al., 2023).

Pour les politiques publiques, l'IA ouvre une double perspective. D'une part, elle peut accroître la capacité du système éducatif à différencier les apprentissages, à soutenir les enseignants, à mieux détecter les besoins et à piloter les ressources. D'autre part, son adoption peut produire des effets de dépendance technologique, de surveillance, de standardisation des pratiques ou d'accentuation des inégalités si les instruments numériques sont introduits sans gouvernance, sans capacités humaines et sans mécanismes d'évaluation. Les travaux récents confirment que les bénéfices pédagogiques ne sont pas automatiques : des dispositifs d'IA peuvent améliorer la performance dans certaines situations, tout en affaiblissant l'acquisition autonome lorsque les garde-fous pédagogiques sont insuffisants (Bastani et al., 2025). De même, l'IA générative peut réduire certains efforts métacognitifs et encourager une délégation excessive de la régulation de l'apprentissage (Fan et al., 2025).

Le Maroc se trouve à un moment particulièrement pertinent pour examiner ces tensions. La Feuille de route 2022–2026 vise une « école publique de qualité pour tous » autour des apprentissages, du métier d'enseignant et de l'établissement. Parallèlement, Digital Morocco 2030 fait du numérique un levier de développement socio-économique et de

modernisation des services publics. En janvier 2026, le lancement de la feuille de route « AI Made in Morocco », l'annonce de Maroc IA 2030, le réseau des Instituts Al Jazari et la participation du ministère de l'Éducation nationale ont ajouté une dimension explicitement liée à l'IA, à la formation, à la recherche et à l'innovation numérique. Cette convergence crée une fenêtre d'opportunité pour inscrire l'IA éducative dans une stratégie publique cohérente plutôt que dans une succession d'adoptions locales et fragmentées.

La problématique de cet article peut ainsi être formulée comme suit : dans quelles conditions l'intelligence artificielle peut-elle devenir un levier de transformation des politiques éducatives marocaines sans compromettre l'équité, la qualité des apprentissages, la protection des données et la responsabilité humaine? Trois questions structurent l'analyse : (1) quelles opportunités l'IA offre-t-elle à la transformation de l'action éducative et de son pilotage? (2) quels risques doivent être intégrés dans la conception de la politique publique? (3) quel cadre de gouvernance peut être proposé pour le système marocain? L'objectif est de dépasser une lecture technocentrée pour considérer l'IA comme un objet de politique éducative, c'est-à-dire comme un ensemble de capacités sociotechniques dont les effets dépendent des institutions, des règles, des compétences et des choix de finalité.

2. Cadre conceptuel : de l'outil numérique à l'infrastructure de politique éducative

2.1. L'intelligence artificielle en éducation : fonctions et évolution

L'IA éducative regroupe des technologies hétérogènes. Les systèmes tutoriels intelligents et les plateformes adaptatives utilisent des modèles de connaissances ou des données d'interaction pour proposer des parcours différenciés. Les techniques d'apprentissage automatique permettent de détecter des régularités dans les données scolaires, par exemple pour identifier des risques de décrochage ou recommander des ressources. Les systèmes conversationnels et les grands modèles de langage ajoutent la capacité de produire des réponses en langage naturel, de générer des exemples, de simuler des dialogues pédagogiques et de soutenir des tâches de rédaction ou de programmation (Chen et al., 2020; Kasneci et al., 2023).

Cette évolution modifie la relation entre technologie et pédagogie. Dans les générations précédentes d'EdTech, les usages étaient largement structurés par les fonctionnalités prévues par le logiciel. Les modèles génératifs sont plus ouverts : un même outil peut servir à expliquer un concept, produire un exercice, résumer un texte, générer un feedback ou aider un enseignant à préparer un scénario pédagogique. Cette polyvalence est une source d'innovation, mais elle rend plus difficile la standardisation des usages acceptables et la vérification de la qualité. L'IA générative n'est donc pas simplement un nouvel outil pédagogique; elle devient un environnement cognitif susceptible d'influencer la manière dont les élèves cherchent, écrivent, argumentent et apprennent.

2.2. L'IA comme instrument de transformation des politiques publiques

Une politique éducative ne se réduit pas aux programmes scolaires. Elle comprend la définition des objectifs, l'allocation des ressources, l'organisation du travail enseignant, la production des normes d'évaluation, les dispositifs d'accompagnement, les infrastructures et les systèmes d'information. L'IA peut intervenir à chacune de ces étapes. Elle peut renforcer la capacité d'analyse de données, automatiser certaines opérations administratives, soutenir l'évaluation formative ou faciliter la production de ressources. En ce sens, l'IA fonctionne comme une technologie de capacité publique : elle augmente ou reconfigure les moyens dont dispose l'institution pour agir.

Cependant, l'intégration de l'IA dans une politique publique crée aussi une nouvelle dépendance envers les données, les fournisseurs, les modèles et les infrastructures de calcul. La performance d'un système d'IA dépend des données sur lesquelles il a été entraîné, des paramètres de son déploiement et du contexte d'usage. Les politiques éducatives doivent donc intégrer des questions qui relevaient auparavant de l'informatique ou de la commande publique : auditabilité, interopérabilité, sécurité, localisation des données, qualité linguistique, transparence des modèles, propriété intellectuelle et continuité de service.

2.3. Le principe de l'IA centrée sur l'humain

Les référentiels internationaux convergent vers une approche centrée sur l'humain. L'UNESCO souligne que l'IA doit renforcer les capacités humaines, l'inclusion et l'équité, plutôt que substituer l'automatisation au jugement éducatif (UNESCO, 2021, 2023). L'OCDE insiste également sur la nécessité de construire un écosystème numérique cohérent et de développer des mécanismes de gouvernance adaptatifs pour l'IA générative (OECD, 2023). Les cadres de compétences de l'UNESCO publiés en 2024 pour les enseignants et les élèves ajoutent une dimension essentielle : l'usage responsable de l'IA suppose des compétences critiques, éthiques, pédagogiques et techniques, et non une simple capacité à manipuler des outils.

Cette approche conduit à considérer la supervision humaine non comme une contrainte externe à l'innovation, mais comme une condition de sa légitimité éducative. L'enseignant demeure responsable de l'intention pédagogique, de l'interprétation du contexte, de la relation éducative et de l'évaluation. Les systèmes d'IA peuvent augmenter sa capacité d'action, mais ne doivent pas se voir déléguer sans contrôle les décisions à fort impact sur les parcours des élèves.

3. Méthodologie

L'article adopte une revue critique et intégrative de littérature associée à une analyse documentaire des politiques publiques. Ce choix méthodologique répond à la nature de la question de recherche : il s'agit moins d'estimer un effet causal unique de l'IA que d'articuler des résultats issus de travaux empiriques, de revues de littérature, de méta-analyses et de cadres normatifs afin d'identifier les mécanismes, les risques et les conditions de gouvernance pertinents pour le Maroc.

La recherche documentaire a privilégié les publications parues entre 2019 et août 2026, période couvrant la consolidation de la littérature récente sur l'AIEd, l'émergence de l'IA générative et les évolutions les plus récentes de l'action publique marocaine. Les mots-clés ont combiné les expressions « artificial intelligence in education », « generative AI education », « AI education policy », « academic integrity », « AI literacy », « teacher AI competencies », « educational data », ainsi que leurs équivalents français et des termes ciblant le Maroc. Les travaux retenus ont été sélectionnés sur trois critères : pertinence directe pour les effets éducatifs ou la gouvernance de l'IA; publication dans une revue scientifique reconnue ou par une organisation institutionnelle de référence; contribution explicite à au moins une dimension du cadre d'analyse (pédagogie, gouvernance, équité, données, compétences, intégrité ou politiques publiques).

L'analyse des politiques marocaines s'appuie sur quatre ensembles documentaires : la Feuille de route 2022–2026 du ministère de l'Éducation nationale, la stratégie Digital Morocco 2030, les communications gouvernementales de janvier 2026 relatives à « AI Made in Morocco »/Maroc IA 2030, et le cadre national de protection des données personnelles associé à la loi n° 09-08 et à la CNDP. Les éléments internationaux sont principalement issus de l'UNESCO, de l'OCDE et de la Commission européenne. Les sources sont analysées par codage thématique autour de six catégories : opportunités

pédagogiques, transformation du métier enseignant, pilotage et données, risques éthiques et cognitifs, équité, et gouvernance institutionnelle.

Cette démarche ne prétend pas à l'exhaustivité d'une revue systématique PRISMA. Elle vise une synthèse analytique et argumentée adaptée à un article de politique éducative, avec triangulation entre littérature académique et documents institutionnels.

4. Les opportunités de l'IA pour la transformation éducative

4.1. Personnaliser les apprentissages sans individualiser l'éducation

La personnalisation constitue l'un des arguments les plus récurrents en faveur de l'IA. Les systèmes adaptatifs peuvent ajuster la difficulté, proposer des exercices différenciés ou fournir un feedback immédiat. Les modèles génératifs étendent cette capacité en reformulant des explications, en proposant plusieurs niveaux de complexité et en produisant des exemples adaptés à une demande. La valeur potentielle est importante dans les classes hétérogènes ou à effectifs élevés, où l'enseignant ne peut fournir en permanence un accompagnement individualisé.

Il convient néanmoins de distinguer personnalisation et individualisation. Une politique éducative centrée sur l'IA ne doit pas isoler chaque élève dans une relation exclusive avec un système algorithmique. L'apprentissage est aussi social, collectif et relationnel. Les travaux de Seo et al. (2021) montrent que l'IA peut améliorer la quantité et la personnalisation du soutien, mais qu'elle soulève simultanément des questions de responsabilité, de présence et de frontières sociales. Le levier pertinent n'est donc pas le remplacement de l'interaction humaine, mais la capacité à mieux cibler l'intervention pédagogique.

4.2. Augmenter les capacités professionnelles des enseignants

L'IA peut réduire le temps consacré à certaines tâches de préparation ou de gestion : génération de variantes d'exercices, création de grilles, premiers retours sur des productions, synthèse de documents ou adaptation de ressources. Elle peut également soutenir la formation continue en offrant des simulations, des exemples de scénarios et des aides à la conception pédagogique. Cette fonction d'augmentation est cohérente avec l'idée d'une complémentarité entre enseignants et systèmes d'IA plutôt qu'avec un schéma de substitution (Jeon & Lee, 2023).

À l'échelle de la politique publique, le gain potentiel dépend toutefois des compétences des enseignants. L'UNESCO (2024a) organise les compétences IA des enseignants autour de cinq dimensions : posture centrée sur l'humain, éthique, fondements et applications de l'IA, pédagogie avec l'IA et développement professionnel. Le défi pour le Maroc est donc de transformer la formation à l'IA en composante structurée du développement professionnel, avec des usages disciplinaires et des normes de responsabilité adaptées.

4.3. Améliorer le pilotage, la prévention et l'allocation des ressources

L'IA peut également intervenir en amont de la classe. Les systèmes d'information éducatifs produisent des données sur l'assiduité, les résultats, les parcours et l'utilisation des ressources. Des modèles analytiques peuvent contribuer à repérer des risques de décrochage, à identifier des besoins d'accompagnement ou à produire des tableaux de bord plus réactifs. Pour une politique éducative, la promesse est de passer d'un pilotage largement rétrospectif à des capacités de détection et d'intervention plus précoces.

Cette possibilité est particulièrement pertinente lorsque l'objectif public porte sur la réduction de la déperdition scolaire et l'amélioration des apprentissages fondamentaux, deux priorités explicites de la Feuille de route 2022–2026. La valeur de

l'IA dépend cependant de la qualité des données et des protocoles d'intervention. Un score de risque n'améliore rien en l'absence de ressources humaines, de suivi social et de mécanismes clairs pour interpréter les signaux.

4.4. Renforcer l'inclusion et l'accessibilité

Les outils de transcription, de synthèse vocale, de traduction, de simplification linguistique ou de génération multimodale peuvent faciliter l'accès aux contenus pour des apprenants ayant des besoins différents. Dans un pays caractérisé par une diversité linguistique et territoriale, ces capacités peuvent soutenir la production de ressources plus accessibles, à condition que les modèles traitent correctement les langues effectivement utilisées par les apprenants.

L'inclusion ne doit toutefois pas être confondue avec la seule disponibilité technique. Un outil qui fonctionne bien en anglais ou en français mais mal en arabe ou en amazighe peut reproduire une hiérarchie linguistique dans l'accès aux ressources. Le développement ou l'évaluation de modèles adaptés aux contextes marocains devient dès lors une question de politique éducative et de souveraineté culturelle.

4.5. Soutenir l'expérimentation et l'évaluation des politiques

Enfin, l'IA peut devenir un outil d'apprentissage institutionnel. L'analyse automatisée de données textuelles ou administratives peut aider à suivre la mise en œuvre des réformes, à identifier des variations territoriales ou à analyser des retours d'acteurs à grande échelle. Cette capacité ne dispense pas des méthodes d'évaluation rigoureuses, mais peut réduire les coûts de traitement et enrichir la compréhension des dispositifs. Une politique d'IA éducative devrait donc inclure des usages de l'IA non seulement pour les élèves, mais également pour l'évaluation des politiques elles-mêmes.

Tableau 1. Principales opportunités de l'IA pour une politique éducative

Domaine	Capacité de l'IA	Valeur publique potentielle	Condition de réussite
Apprentissages	Adaptation, tutorat, feedback	Différenciation et soutien ciblé	Scénarisation pédagogique et contrôle enseignant
Métier enseignant	Génération de ressources, assistance	Réduction de tâches répétitives, créativité	Formation, vérification et responsabilité
Pilotage	Analytique prédictive, synthèse de données	Détection précoce, allocation plus fine	Données fiables et protocole d'intervention
Inclusion	Traduction, accessibilité, multimodalité	Accès élargi aux contenus	Qualité linguistique et conception inclusive
Administration	Automatisation et aide à la décision	Efficience des services	Supervision humaine et auditabilité
Évaluation des politiques	Analyse de grands volumes de données	Apprentissage institutionnel plus rapide	Méthodes robustes et transparence

Source : élaboration de l'auteure à partir de la littérature analysée.

5. Les risques : de l'innovation pédagogique à la vulnérabilité systémique

5.1. Biais, opacité et qualité des décisions

Les modèles d'IA peuvent produire des erreurs factuelles, des recommandations incohérentes ou des biais liés aux données d'entraînement. Dans l'éducation, ces défauts sont particulièrement sensibles lorsque les sorties sont utilisées pour orienter un élève, évaluer une production ou prioriser une intervention. Une réponse plausible mais erronée peut être plus difficile à détecter qu'une absence de réponse. La confiance dans l'outil devient alors un facteur de risque.

À l'échelle du système, le problème s'accroît lorsque l'IA intervient dans des décisions à fort enjeu. Les modèles prédictifs peuvent refléter des inégalités historiques présentes dans les données. Sans explication, audit et possibilité de contestation, ils peuvent transformer des corrélations statistiques en décisions administratives perçues comme objectives. Une politique responsable doit donc distinguer les usages d'assistance de ceux qui touchent aux droits, aux parcours et aux décisions individuelles.

5.2. Protection des données, surveillance et cybersécurité

L'IA éducative repose sur des données : productions d'élèves, historiques d'interaction, résultats, préférences, parfois données comportementales. La collecte excessive de ces informations peut transformer l'environnement scolaire en espace de surveillance. Le risque est double : atteinte à la vie privée et création de profils susceptibles d'être utilisés au-delà de la finalité pédagogique initiale.

Au Maroc, la loi n° 09-08 constitue le cadre général de protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et la CNDP encadre les traitements. L'IA générative introduit toutefois des situations nouvelles : transfert de contenus vers des services externes, réutilisation des prompts, sous-traitance internationale, conservation de données et difficulté à déterminer le rôle exact des acteurs. La gouvernance éducative doit donc prévoir des règles spécifiques concernant les données d'élèves, les outils autorisés et les contrats avec les fournisseurs.

5.3. Intégrité académique et redéfinition de l'évaluation

L'IA générative remet en cause les modalités traditionnelles d'évaluation fondées sur la production d'un texte ou d'une réponse hors supervision. La difficulté n'est pas seulement la possibilité de fraude; elle tient au fait que la frontière entre assistance légitime et substitution du travail intellectuel devient plus difficile à définir. Cotton et al. (2024) montrent que les établissements doivent adapter leurs politiques d'intégrité et leurs pratiques d'évaluation plutôt que s'en remettre à des stratégies de détection incertaines.

Une politique éducative cohérente doit donc distinguer trois catégories d'usage : usages interdits lorsqu'ils rendent impossible l'évaluation d'une compétence cible; usages autorisés mais déclarés lorsque l'IA joue un rôle d'assistance; usages explicitement intégrés à l'évaluation lorsque la compétence évaluée inclut la capacité à vérifier, critiquer et améliorer une sortie d'IA. La transformation des évaluations est ainsi l'un des principaux chantiers de politique curriculaire.

5.4. Dépendance cognitive et apprentissage superficiel

Les effets cognitifs de l'IA constituent un risque moins visible mais central. L'accès immédiat à une réponse peut réduire le besoin de planifier, chercher, tester et vérifier. Fan et al. (2025) décrivent un phénomène de « paresse métacognitive » lorsque les apprenants délèguent à l'IA une partie des processus de régulation. Dans un essai de terrain en mathématiques, Bastani et al. (2025) montrent qu'un tutorat génératif non suffisamment encadré peut améliorer la performance pendant l'usage tout en détériorant l'apprentissage autonome lorsque l'outil est retiré.

Ces résultats ne justifient pas une interdiction générale; ils montrent que la conception pédagogique importe davantage que la simple présence de l'outil. Un système qui donne immédiatement la solution n'a pas le même effet qu'un système conçu pour poser des questions, fournir des indices gradués et exiger une justification. La politique publique doit donc financer et valider des usages qui protègent l'effort cognitif nécessaire à l'apprentissage.

5.5. Inégalités numériques et segmentation des opportunités

Les outils d'IA les plus performants nécessitent souvent une connexion fiable, des appareils adéquats et parfois des abonnements. Leur diffusion non régulée peut créer une nouvelle couche d'inégalité : les élèves disposant d'un meilleur accès obtiennent une assistance plus riche, tandis que les autres restent dépendants d'outils limités ou n'y accèdent pas. L'enjeu est donc d'éviter que l'IA transforme la fracture numérique en fracture cognitive assistée.

Au Maroc, les écarts d'infrastructures, de ressources et de contenus localisés sont déjà identifiés comme des contraintes à l'intégration équitable de l'IA dans l'enseignement (Wakrim & M'Barki, 2026). Une stratégie nationale doit commencer par l'équité d'accès et non par la généralisation de solutions expérimentales réservées aux établissements les mieux équipés.

5.6. Dépendance technologique, souveraineté et pluralité linguistique

Enfin, le recours massif à des plateformes propriétaires peut créer une dépendance institutionnelle. Les systèmes éducatifs peuvent perdre la maîtrise des conditions d'utilisation, des coûts, des données ou des orientations techniques. Dans le contexte marocain, cette question est également linguistique : la qualité des modèles dans les langues et registres réellement utilisés à l'école influence directement leur utilité. La souveraineté numérique ne signifie pas nécessairement produire tous les modèles localement; elle implique la capacité de choisir, d'auditer, d'héberger lorsque nécessaire, de négocier les conditions contractuelles et de garantir des alternatives interopérables.

Tableau 2. Matrice des risques et réponses de politique publique

Risque	Manifestation possible	Impact éducatif	Réponse prioritaire
Biais / hallucinations	Contenu erroné ou discriminatoire	Décisions ou apprentissages faussés	Validation humaine, tests et audit
Données personnelles	Collecte ou transfert excessif	Atteinte à la vie privée, perte de confiance	Minimisation des données, conformité CNDP, contrats
Intégrité académique	Substitution du travail de l'élève	Validité de l'évaluation compromise	Refonte des évaluations et règles de déclaration
Dépendance cognitive	Délégation de la réflexion	Apprentissage superficiel	Scaffolding, indices plutôt que solutions
Inégalités	Accès différencié aux outils	Écart accru entre élèves/établissements	Accès public équitable et infrastructures
Dépendance fournisseur	Verrouillage technologique	Coûts et perte de contrôle	Interopérabilité, clauses de réversibilité, souveraineté
Faible qualité linguistique	Sous-performance en arabe/amazighe	Exclusion ou contenus inadéquats	Évaluation locale et développement de ressources

Source : élaboration de l'auteure.

6. Le Maroc face à une fenêtre de transformation

6.1. Feuille de route 2022–2026 : une base orientée vers les résultats

La Feuille de route 2022–2026 du ministère de l'Éducation nationale est structurée autour de trois axes – l'élève, l'enseignant et l'établissement – et de douze engagements. Elle poursuit notamment trois objectifs stratégiques : renforcer la maîtrise des apprentissages fondamentaux, promouvoir l'accès aux activités parascolaires et réduire la déperdition scolaire. Cette architecture fournit un point d'ancrage pertinent pour l'IA : la technologie peut être évaluée non en fonction de sa nouveauté, mais en fonction de sa contribution mesurable à ces objectifs.

Cette logique est essentielle. Une politique d'IA éducative ne devrait pas définir son succès par le nombre de licences, de plateformes ou d'utilisateurs, mais par des indicateurs pédagogiques : amélioration du feedback, réduction des délais de soutien, diminution du décrochage, développement de compétences ou réduction des écarts. L'IA doit être subordonnée à la feuille de route éducative, et non l'inverse.

6.2. Digital Morocco 2030 : infrastructures, talents et transformation numérique

La stratégie Digital Morocco 2030, présentée en septembre 2024, positionne le numérique comme levier de développement social et économique et vise à faire du Maroc un hub digital. Pour l'éducation, cette stratégie crée des externalités favorables : développement des compétences numériques, modernisation des services, renforcement de l'écosystème technologique et amélioration de l'infrastructure. Elle ouvre aussi une question de cohérence : les ambitions de formation de talents numériques doivent être articulées avec les curricula scolaires et universitaires afin que les compétences IA ne restent pas concentrées dans quelques filières spécialisées.

L'enjeu est de passer d'une politique de compétences numériques conçue pour le marché du travail à une politique de littératie IA conçue comme compétence citoyenne. Les cadres UNESCO de 2024 montrent que tous les élèves doivent comprendre les principes, limites et enjeux éthiques de l'IA, même s'ils ne deviennent pas développeurs.

6.3. 2026 : vers « AI Made in Morocco » et Maroc IA 2030

Le 12 janvier 2026 marque une inflexion supplémentaire. Le ministère de l'Éducation nationale a participé au lancement de la feuille de route de l'intelligence artificielle « AI Made in Morocco » en soulignant la nécessité d'investir dans l'IA pour le développement du système éducatif, de renforcer l'innovation numérique et d'intégrer l'IA dans les parcours de formation. Les annonces relatives à JAZARI ROOT et aux Instituts Al Jazari, ainsi que les partenariats de recherche et développement, témoignent d'une volonté de structurer un écosystème national autour de l'IA.

Pour l'éducation, le défi consiste maintenant à traduire cette orientation technologique en politique sectorielle opérationnelle. Les compétences à former, les usages autorisés, les critères de sélection des outils, les normes de données, les modalités d'évaluation et les responsabilités des différents niveaux administratifs restent des éléments à formaliser dans un cadre spécifique à l'éducation.

6.4. Le cadre de protection des données comme socle de confiance

La loi n° 09-08 et l'action de la CNDP établissent un socle juridique pour les traitements de données à caractère personnel. Dans le contexte de l'IA éducative, ce socle doit être opérationnalisé par des règles sectorielles précises : classification des données scolaires, conditions d'utilisation de services externes, durées de conservation, information des personnes, sécurité, sous-traitance et audits. La confiance des enseignants, des familles et des élèves dépendra de la capacité de l'institution à expliquer ce qui est collecté, pourquoi et avec quelles garanties.

Tableau 3. Articulation des référentiels marocains et des besoins d'une politique IA-éducation

Référentiel	Orientation pertinente	Apport pour l'IA éducative	Besoin de traduction sectorielle
Feuille de route 2022–2026	Qualité des apprentissages, enseignant, établissement	Finalités et indicateurs éducatifs	Relier chaque usage IA à un objectif pédagogique
Digital Morocco 2030	Transformation numérique, talents, services	Infrastructure et écosystème digital	Faire de la littératie IA une compétence éducative générale

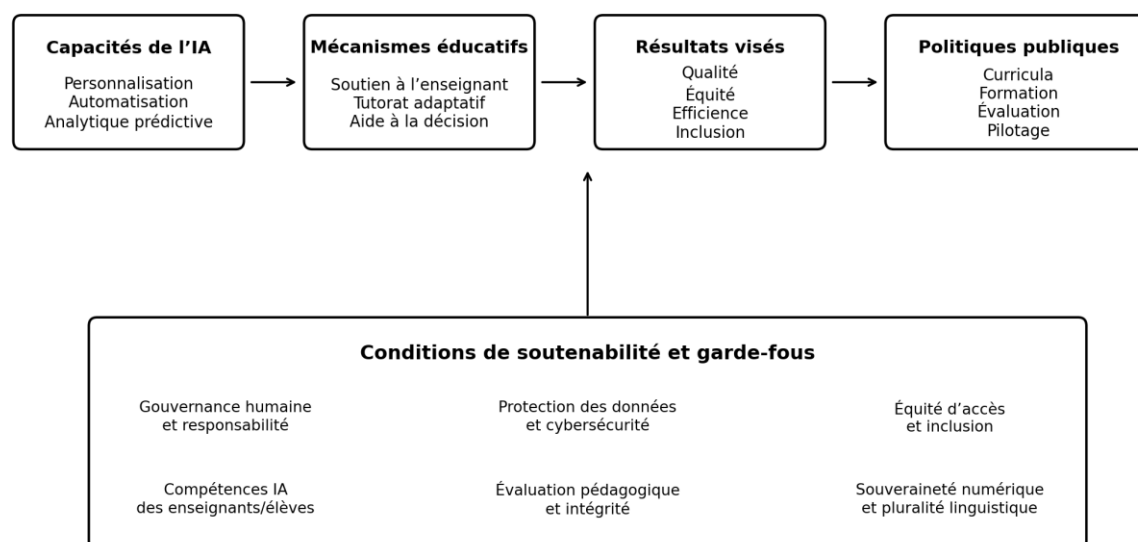
Référentiel	Orientation pertinente	Apport pour l'IA éducative	Besoin de traduction sectorielle
AI Made in Morocco / Maroc IA 2030	Recherche, innovation, compétences IA	Capacités nationales et partenariats	Définir une gouvernance spécifique au secteur éducatif
Loi n° 09-08 / CNDP	Protection des données personnelles	Base juridique de confiance	Normes opérationnelles pour données scolaires et IA

Source : synthèse de l'auteure à partir des documents officiels marocains.

7. Proposition d'un cadre intégré de gouvernance de l'IA éducative au Maroc

À partir de la littérature et des référentiels analysés, l'article propose un cadre intégré dans lequel l'IA éducative est conçue comme une capacité publique soumise à des finalités pédagogiques et à des garde-fous. Le modèle ne cherche pas à prescrire une technologie particulière; il définit les conditions institutionnelles permettant d'expérimenter, sélectionner et généraliser des usages selon leur valeur éducative

Figure 1. Cadre intégré de transformation des politiques éducatives par l'IA



Cadre proposé : une IA éducative utile seulement si l'innovation technologique est subordonnée aux finalités pédagogiques et aux garanties publiques.

Source : élaboration de l'auteure.

7.1. Pilier 1 – Gouvernance humaine, responsabilité et classification des usages

Le premier pilier consiste à définir une gouvernance à plusieurs niveaux : ministère, académies régionales, établissements et équipes pédagogiques. Les usages doivent être classés selon leur niveau de risque. Les fonctions de génération de ressources ou d'assistance à la préparation peuvent relever d'un régime léger, tandis que les usages touchant l'évaluation, l'orientation, la discipline ou les décisions individuelles exigent des garanties renforcées, une supervision humaine et des mécanismes de contestation.

Chaque système déployé devrait disposer d'une fiche de finalité, d'une description des données utilisées, d'un responsable institutionnel, d'indicateurs de performance et d'un protocole d'incident. Ce principe transforme la responsabilité diffuse en redevabilité identifiable.

7.2. Pilier 2 – Compétences IA pour les enseignants, les cadres et les élèves

La formation doit dépasser la logique des ateliers ponctuels centrés sur les prompts. Pour les enseignants, elle devrait couvrir la compréhension des limites des modèles, l'évaluation des sorties, la conception de tâches, la protection des données et l'intégrité académique. Pour les cadres, elle doit inclure la gouvernance des données, la commande publique et l'évaluation des risques. Pour les élèves, la littératie IA doit combiner compréhension, usage critique, éthique et capacité de création, en cohérence avec le cadre UNESCO pour les élèves (UNESCO, 2024b).

La compétence centrale n'est pas d'obtenir une réponse de l'IA, mais de savoir quand l'utiliser, comment vérifier ce qu'elle produit et quand refuser sa recommandation.

7.3. Pilier 3 – Gouvernance des données et sécurité

Le ministère devrait établir un référentiel sectoriel des données éducatives distinguant les données nécessaires aux apprentissages, les données sensibles et les données dont la collecte n'est pas justifiée. Les contrats avec les fournisseurs doivent prévoir la confidentialité, la non-réutilisation non autorisée des contenus, la sécurité, la réversibilité et les responsabilités en cas d'incident. Pour les usages sensibles, des solutions contrôlées ou hébergées dans des environnements conformes aux exigences nationales doivent être privilégiées.

7.4. Pilier 4 – Équité d'accès et capacité territoriale

Aucune généralisation ne devrait être engagée avant une analyse des conditions d'accès des établissements. L'équité suppose des équipements, une connectivité suffisante, mais également un accompagnement humain. Un établissement disposant d'outils sans compétences locales peut rester incapable de les utiliser de manière pertinente.

Une stratégie différenciée peut être plus efficace qu'une généralisation uniforme : laboratoires d'expérimentation, accompagnement renforcé des territoires moins dotés, ressources accessibles hors ligne ou à faible bande passante, et financement prioritaire des usages ayant une valeur d'inclusion démontrée.

7.5. Pilier 5 – Évaluation pédagogique, intégrité et preuves d'efficacité

L'adoption doit suivre une logique d'expérimentation contrôlée. Chaque cas d'usage devrait être évalué selon des indicateurs préalablement définis : apprentissage, temps enseignant, satisfaction, équité, erreurs, coûts et effets inattendus. Les bénéfices observés pendant l'utilisation ne doivent pas être confondus avec l'apprentissage durable. Les résultats de Bastani et al. (2025) montrent précisément l'importance de tester ce que l'élève sait faire sans assistance.

Les politiques d'évaluation doivent parallèlement être mises à jour. Les établissements ont besoin de lignes directrices nationales sur la déclaration des usages de l'IA, les formes d'évaluation authentique, les soutenances orales, les traces de processus et les situations où l'IA fait partie de la compétence évaluée.

7.6. Pilier 6 – Souveraineté numérique, interopérabilité et langues

La souveraineté doit être comprise comme capacité de choix et de contrôle. Les solutions retenues doivent permettre l'export des données, éviter le verrouillage technique, documenter leurs conditions d'usage et être évaluées dans les langues pertinentes pour le système éducatif marocain. Les partenariats avec les universités, laboratoires et initiatives nationales

d'IA peuvent soutenir des jeux de données, des benchmarks et des ressources en arabe, amazighe et français adaptés aux objectifs éducatifs. Ce pilier relie la politique éducative aux ambitions de Maroc IA 2030.

8. Discussion

L'analyse conduit à une conclusion centrale : l'IA n'est pas un levier de transformation en elle-même. Elle devient un levier lorsque les institutions transforment simultanément leurs compétences, leurs règles, leurs données et leurs modes d'évaluation. Une politique qui se limite à fournir des outils peut augmenter l'usage sans améliorer l'apprentissage. À l'inverse, une politique exclusivement restrictive risque de déplacer les usages dans des espaces invisibles et de priver le système de capacités utiles.

Cette position médiane est cohérente avec la littérature internationale. Les travaux de Kasneci et al. (2023) et Tlili et al. (2023) soulignent simultanément les potentialités de l'IA générative et les risques liés à la fiabilité, à l'éthique et à l'équité. L'OCDE (2023) insiste sur une gouvernance adaptative, tandis que l'UNESCO (2023) recommande une approche centrée sur l'humain et la protection des droits. Les données empiriques récentes renforcent ce besoin de conception : l'IA peut soutenir les performances, mais les effets dépendent du rôle qui lui est assigné, du dispositif pédagogique et de la présence de garde-fous.

Pour le Maroc, l'enjeu spécifique tient à la convergence de plusieurs agendas : réforme de l'école, transformation numérique, développement des talents et émergence d'une politique nationale de l'IA. Cette convergence peut éviter la fragmentation si une architecture commune est créée. Le ministère de l'Éducation nationale pourrait jouer un rôle de « régulateur pédagogique » : définir les finalités, les niveaux de risque, les compétences, les standards de données et les protocoles d'expérimentation, tout en laissant aux établissements une marge d'innovation contrôlée.

La gouvernance proposée implique également un changement de doctrine de l'innovation publique. Le critère pertinent n'est pas l'adoption rapide de la technologie la plus avancée, mais la capacité à produire de la valeur éducative durable avec un niveau de risque acceptable. Ce principe rejoint une logique d'innovation responsable : tester à petite échelle, mesurer, documenter, corriger et seulement ensuite généraliser.

9. Implications pour les décideurs et les établissements

Les implications opérationnelles peuvent être synthétisées en sept priorités. Premièrement, publier une doctrine nationale sur les usages éducatifs de l'IA distinguant assistance, expérimentation et usages à haut risque. Deuxièmement, intégrer la littérature IA dans les curricula et dans la formation initiale et continue des enseignants. Troisièmement, établir un référentiel de protection et de gouvernance des données scolaires compatible avec la loi n° 09-08 et les exigences de la CNDP. Quatrièmement, créer un dispositif national d'évaluation des outils d'IA éducative incluant qualité pédagogique, biais, sécurité, langues et coûts. Cinquièmement, financer des expérimentations territoriales avec protocoles d'évaluation et publication des résultats. Sixièmement, moderniser les politiques d'intégrité et les formes d'évaluation. Septièmement, articuler les initiatives du secteur éducatif avec les capacités de recherche, d'innovation et de souveraineté développées dans le cadre de Digital Morocco 2030 et Maroc IA 2030.

Tableau 4. Feuille de mise en œuvre proposée pour le système marocain

Horizon	Priorités	Livrables attendus
0–12 mois	Gouvernance et règles	Charte nationale IA-éducation; classification des usages; guide données; règles d'intégrité
12–24 mois	Capacités et pilotes	Formation des formateurs; pilotes régionaux; référentiel d'évaluation; ressources multilingues
24–36 mois	Évaluation et montée en charge	Évaluations indépendantes; sélection des cas d'usage efficaces; standards d'interopérabilité
36 mois et +	Institutionnalisation	Intégration curriculaire; financement pérenne; audit continu; mécanismes de révision des politiques

Source : proposition de l'auteure.

10. Limites et pistes de recherche

Cet article comporte plusieurs limites. Premièrement, la démarche est une revue critique et non une revue systématique exhaustive; elle privilégie les travaux les plus directement utiles à la construction d'un cadre de politique éducative. Deuxièmement, la littérature sur l'IA générative évolue rapidement et certaines conclusions empiriques restent dépendantes des outils, des disciplines et des contextes étudiés. Troisièmement, le cadre marocain proposé est conceptuel : sa validation nécessite des données de terrain issues des enseignants, élèves, cadres administratifs et responsables de politiques publiques.

Les recherches futures devraient ainsi développer des enquêtes nationales sur les usages réels de l'IA par les enseignants et les apprenants, mesurer les écarts territoriaux d'accès, tester des scénarios pédagogiques avec et sans garde-fous, analyser la qualité des modèles dans les langues du système éducatif marocain et étudier les conditions d'acceptabilité par les familles et les professionnels. Un autre chantier concerne l'économie politique de l'IA éducative : coûts de long terme, dépendance aux fournisseurs, marchés publics et capacité des acteurs nationaux à produire des solutions ou des infrastructures adaptées.

Conclusion

L'intelligence artificielle ouvre au système éducatif marocain des possibilités réelles d'amélioration : personnaliser le soutien, augmenter les capacités des enseignants, détecter plus tôt les besoins, faciliter l'inclusion et renforcer le pilotage. Mais ces bénéfices ne sont ni automatiques ni uniformes. Les mêmes technologies peuvent générer des erreurs, renforcer des inégalités, affaiblir l'effort cognitif ou créer de nouvelles dépendances institutionnelles.

La question centrale des politiques éducatives n'est donc pas « faut-il utiliser l'IA? », mais « quelles capacités voulons-nous augmenter, pour quelles finalités, avec quelles preuves et sous quelles garanties? ». Cette reformulation replace la pédagogie, le droit et la responsabilité publique au centre de la transformation numérique.

Le Maroc dispose aujourd'hui d'un alignement stratégique favorable : une réforme éducative orientée vers la qualité, une stratégie numérique nationale et une politique de l'IA en cours de structuration. La prochaine étape consiste à construire une gouvernance sectorielle de l'IA éducative. Le cadre proposé dans cet article – gouvernance humaine, compétences, données, équité, évaluation et souveraineté – offre une base pour cette institutionnalisation. L'objectif n'est pas de

technologiser l'école, mais de faire de l'IA un instrument maîtrisé au service d'une école plus efficace, plus inclusive et plus capable d'apprendre de ses propres politiques.

Références bibliographiques

- (1) Bastani, H., Bastani, O., Sungu, A., Ge, H., Kabakcı, Ö., & Mariman, R. (2025). Generative AI without guardrails can harm learning: Evidence from high school mathematics. *Proceedings of the National Academy of Sciences*, 122(26), e2422633122. <https://doi.org/10.1073/pnas.2422633122>
- (2) Chen, L., Chen, P., & Lin, Z. (2020). Artificial intelligence in education: A review. *IEEE Access*, 8, 75264–75278. <https://doi.org/10.1109/ACCESS.2020.2988510>
- (3) Commission européenne. (2022). Ethical guidelines on the use of artificial intelligence (AI) and data in teaching and learning for educators. Publications Office of the European Union. <https://doi.org/10.2766/153756>
- (4) Commission nationale de contrôle de la protection des données à caractère personnel (CNDP). (2009). Loi n° 09-08 relative à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel. Bulletin officiel n° 5714 du 5 mars 2009.
- (5) Cotton, D. R. E., Cotton, P. A., & Shipway, J. R. (2024). Chatting and cheating: Ensuring academic integrity in the era of ChatGPT. *Innovations in Education and Teaching International*, 61(2), 228–239. <https://doi.org/10.1080/14703297.2023.2190148>
- (6) Fan, Y., Tang, L., Le, H., Shen, K., Tan, S., Zhao, Y., Shen, Y., Li, X., & Gašević, D. (2025). Beware of metacognitive laziness: Effects of generative artificial intelligence on learning motivation, processes, and performance. *British Journal of Educational Technology*, 56(2), 489–530. <https://doi.org/10.1111/bjet.13544>
- (7) Jeon, J., & Lee, S. (2023). Large language models in education: A focus on the complementary relationship between human teachers and ChatGPT. *Education and Information Technologies*, 28, 15873–15892.
- (8) Kasneci, E., Sessler, K., Küchemann, S., Bannert, M., Dementieva, D., Fischer, F., et al. (2023). ChatGPT for good? On opportunities and challenges of large language models for education. *Learning and Individual Differences*, 103, 102274. <https://doi.org/10.1016/j.lindif.2023.102274>
- (9) Liu, Z. (2025). The impact of ChatGPT on students' academic achievement: A meta-analysis. *Journal of Computer Assisted Learning*. <https://doi.org/10.1111/jcal.70096>
- (10) Ministère de l'Éducation nationale, du Préscolaire et des Sports. (2022). La Feuille de route 2022–2026 : Pour une école publique de qualité pour tous. Royaume du Maroc.
- (11) Ministère de l'Éducation nationale, du Préscolaire et des Sports. (2026, 12 janvier). Lancement de la feuille de route du Maroc pour l'intelligence artificielle en appui à la réforme éducative. Royaume du Maroc.
- (12) Ministère de la Transition numérique et de la Réforme de l'Administration. (2024, 25 septembre). Stratégie Digital Morocco 2030. Royaume du Maroc.
- (13) OECD. (2023). OECD Digital Education Outlook 2023: Towards an Effective Digital Education Ecosystem. OECD Publishing. <https://doi.org/10.1787/c74f03de-en>
- (14) Porayska-Pomsta, K., & Holmes, W. (2022). Toward ethical AIED. In W. Holmes & K. Porayska-Pomsta (Eds.), *The Ethics of Artificial Intelligence in Education: Practices, Challenges, and Debates*. Routledge.

- (15) Seo, K., Tang, J., Roll, I., Fels, S., & Yoon, D. (2021). The impact of artificial intelligence on learner–instructor interaction in online learning. *International Journal of Educational Technology in Higher Education*, 18, 54. <https://doi.org/10.1186/s41239-021-00292-9>
- (16) Tlili, A., Shehata, B., Adarkwah, M. A., Bozkurt, A., Hickey, D. T., Huang, R., & Agyemang, B. (2023). What if the devil is my guardian angel: ChatGPT as a case study of using chatbots in education. *Smart Learning Environments*, 10, 15. <https://doi.org/10.1186/s40561-023-00237-x>
- (17) UNESCO. (2021). AI and education: Guidance for policy-makers. UNESCO. <https://doi.org/10.54675/PCSP7350>
- (18) UNESCO. (2023). Guidance for generative AI in education and research. UNESCO.
- (19) UNESCO. (2024a). AI competency framework for teachers. UNESCO.
- (20) UNESCO. (2024b). AI competency framework for students. UNESCO.
- (21) Wakrim, N., & M'Barki, M. A. (2026). Intelligence artificielle et qualité de l'enseignement au Maroc : état des lieux, défis et perspectives. *Revue de l'École Supérieure de l'Éducation et de la Formation*, 7, 142–156. <https://doi.org/10.71895/PRSM/revue-rise.n7.121>
- (22) Zawacki-Richter, O., Marín, V. I., Bond, M., & Gouverneur, F. (2019). Systematic review of research on artificial intelligence applications in higher education – where are the educators? *International Journal of Educational Technology in Higher Education*, 16, 39. <https://doi.org/10.1186/s41239-019-0171-0>

مجلة القانون والأعمال الدولية

International Journal of Law and Business



جامعة الحسن الأول سطات

UNIVERSITÉ HASSAN 1^{er} - SETTAT

www.Droitentreprise.com



مجلة القانون والأعمال الدولية مجلة علمية محكمة حكومية تصدر عن
جامعة الحسن الأول المغرب - مختبر البحث قانون الأعمال -
كلية العلوم القانونية والسياسية - سطات

ISSN:2509-0291 / impact factor 2.998



نشر أكاديمي محكم



معايير دولية



رؤية عالمية



<https://doi.org/10.63585/VLQV1532>

مجلة القانون والأعمال الدولية

VOLUME 11 | ISSUE 05 | NUMBER 66

الإصدار رقم 66 أكتوبر 2026

بمشاركة باحثين وأساتذة من 16 جنسية



محاور الإصدار رقم 66

القانون الجنائي	قانون الأسرة وعلوم الفقه	قانون المال والأعمال	الرقمنة والذكاء الاصطناعي
القانون الرياضي	الشغل والحماية الاجتماعية	العقار والتعمير	المساطر الإجرائية
القانون الدستوري	القانون الإداري	القانون الدولي	القانون البيئي
الدراسات بالفرنسية	الإدارة الصحية بالإنجليزية	الدراسات بالإنجليزية	العلوم السياسية

الإدارة الأكاديمية و النشر :

الاستاذ محمد افقيير

المدير المسؤول :

الدكتور مصطفى الفوري

إدارة التحرير :

الدكتور رياض فخري



ISSN: 2509-0291

impact factor 2.998



www.droitentreprise.com



mforki22@gmail.com



00212687407665



بِسْمِ اللَّهِ الرَّحْمَنِ الرَّحِيمِ

مجلة القانون والأعمال الدولية

Revue internationale du droit des affaires



جامعة الحسن الأول
UNIVERSITÉ HASSAN 1ER



تصدر عن

جامعة الحسن الأول بسطات

مجلة حكومية تابعة لجامعة الحسن الأول بسطات



Mforki22@gmail.com



www.droitentreprise.com



00212687407665

الاعتمادات الدولية والفهرسة



للأرشفة الدولية
وجمالية حقوق المؤلف



مؤسسة
أكبر قاعدة بيانات للمجلات
الدولية المحكمة



EuroPub
Directory of Academic
and Scientific Journals

دليل دولي للمجلات الأكاديمية
بوفر معلومات موثوقة عن
المجلات والناشرين في
مختلف المجالات



تغطي هذه القاعدة من أكبر
وأوسع قواعد المعلومات
الإلكترونية في المكتبات الأكاديمية



معامل التأثير والاستشهادات
المرجعي العربي
Arab Citation &
Impact Factor



Scilit
Structuring
information
for literature

منصة أكاديمية متخصصة في تجميع
وفهرسة المعلومات البحثية
المحتوى العلمي لزيادة اكتشاف
الأبحاث وربطها



معرف رقمي دائم (DOI)
يستخدم لمحايل المحتوى
الأكاديمي وتسهيل الوصول إليه



منظمة عامة لوثيق لتوثيق
الأنشطة البحثية والعلمية
للأفراد على مستوى عالمي



بعمل على تسجيل العقود علي
كيانات البحث وربطها بمعرفها، بما
وبقفا ونقشها واناحة
لستخدامها



معتمدة من طرف
HAL SCIENCE
الخزينة البيفية الفرنسية
للأبتس العلمي العالمج



Dimensions
A Digital Science Solution

قاعدة بيانات بحثية عالمية
اكتشاف الإنتاج العلمي وتتبع
الاستشهادات والروابط البحثية



Eurasian
Scientific
Journal
Index
www.ESJIndex.org

قاعدة بيانات دولية للفهرسة
وتقييم المجلات العلمية وفق
معايير الجودة الأكاديمية



مكتبة رقمية عالمية تتيح الوصول
إلى الكتب والأبحاث والوثائق
بصيغة إلكترونية



ReadCube
Research discovery
and reference
management platform

منصة لاكتشاف وإدارة
المصادر والمراجع
العلمية



INTERNATIONAL
STANDARD
SERIAL
NUMBER

منظمة ISSN لترقيم
المجلات الدولية المحكمة



قاعدة بيانات فهرسة المجلات
العلمية تشمل: الأبحاث والنشر
(ISSN) وتصنيف ذي المجلات
الفهرسية والمقالات



Semantic Scholar
AI-Powered
Research Discovery

منصة عالمية تعتمد علي الذكاء
الاصطناعي لاكتشاف الأبحاث
وتحليلها وتوفرها الباحثين
حول العالم



منصة تساعد الأبحاث واعناء مية
التدريس في اكتناش المجلات
المختلفة بمجلات المعامم



قاعدة بيانات العربية لتتبع
الوصول إلى المجلات المجلات
والبحوث الأكاديمية



BASE
Bielefeld Academic Search Engine

محرك بحث أكاديمي عالمي
يُدار من جامعة بيلفيلد الألمانية
يعمل على فهرسة الأبحاث العلمية
عالية الجودة من مختلف التخصصات



Scientific Research
An Academic Publisher



قاعدة بيانات فهرسة
المجلات الأكاديمية والبحثية
من مختلف التخصصات



ZDB
Zeitschriftendatenbank

ZDB - قاعدة بيانات الدوريات الألمانية
تعد ZDB أكبر قاعدة بيانات للدوريات في ألمانيا،
وتوفر معلومات بيلوغرافية دقيقة حول المجلات
والناشرين، بما في رقم التعريف (ZDB-ID)،
ISSN، اللغات، والتهنات والمقنوج.



من أهم الأنظمة الحديثة للتعريف
بالمواقع العلمية الإلكترونية عبر
منح كل رابط رقماً تعريفياً فريداً



بوابة بحث من الوصول إلى
الأبحاث والبيانات المفتوحة
المتوفرة من مصادر متعددة



ZDB
Zeitschriftendatenbank



المعهد المغربي للإعلام
العلمي والتقني



مؤسسة
قاعدة بيانات المجلات الدولية



ZDB
Zeitschriftendatenbank

ZDB-ID: 3252561-8 | ISSN: 2509-0291 | CC BY 4.0

Online - Open Access | اللغات: العربية، والإنجليزية



مجلة علمية محكمة
تسهم في نشر الثقافة القانونية والاقتصادية
على المستويين الدولي والوطني

ISSN : 2509-0291
ملف الصحافة : 2017-05



مجلة حكومية
تصدر عن جامعة
الحسن الأول
سطات



تم نشر هذا المؤلف بدعم من

جامعة الحسن الأول بسات دعم البحث العلمي

مجلة القانون والأعمال الدولية

الإيداع القانوني	: ISSN: 2509-0291- 2019 PE0018
ملف الصحافة	: 05 / 2017 ص
الطبع	: دار السلام للطباعة والنشر والتوزيع – الرباط شارع الحسن الثاني زنقة طونكان عمارة 23، رقم 2، ديور الجامع الرباط المغرب
المدير المسؤول	: الدكتور مصطفى الفوري
الهاتف	: 00212-6-87-40-65
البريد الإلكتروني	: Mforki22@gmail.com
الموقع الرسمي للمجلة	: www.droitentreprise.com http://doi.org/10.63585/VLQV1532
رابط DOI لهذا الاصدار	

تخلي أسرة تحرير المجلة مسؤوليتها عن أي انتهاك لحقوق الملكية الفكرية

جميع الحقوق محفوظة لمجلة القانون والأعمال الدولية © 2026

مجلة القانون والأعمال الدولية

منصة علمية دولية محكمة في القانون والأعمال



إدارة هيئة التحرير



أ.د. رياض فخري : مدير مخبر البحث قانون الأعمال جامعة الحسن الأول بسطات
أ.د. طارق مصدق : أستاذ التعليم العالي بجامعة الحسن الأول بسطات

المدير المسؤول



أ.م. مصطفى الفوركي : مخبر البحث قانون الأعمال جامعة الحسن الأول بسطات

نائبة المدير المسؤول



أ.د. منى كامل تربيكي : أستاذة القانون الدولي بكليات الإمارات - محكم دولي

الإدارة الأكاديمية والنشر



أ.د. محمد أفقيير : متخصص في القانون المالي و الضريبي جامعة الحسن الأول بسطات

الإدارة التقنية



أ. محمد أمين اسماعيلي : باحث في العلوم القانونية - الإدارة التقنية

روابط مهمة



الموقع الإلكتروني : www.droitentreprise.com



صفحة المجلة : www.facebook.com/droitentreprise



البريد الإلكتروني : MFORKI22@GMAIL.COM



— جودة علمية .. رؤية دولية .. تأثير مستدام —



جامعة الحسن الأول
UNIVERSITÉ HASSAN 1^{ER}

هيئة تحرير المجلة

قانون الأعمال



- أ.د : رياض فخري : مدير مختبر البحث قانون الأعمال جامعة الحسن الأول بسطات - المغرب
- أ.د : طارق مصدق : أستاذ التعليم العالي بكلية العلوم القانونية و الاقتصادية والاجتماعية بسطات - المغرب
- أ.د : رشيد الطاهر : أستاذ التعليم العالي بكلية العلوم القانونية و الاقتصادية والاجتماعية بسطات - المغرب
- أ.د : عبد الكريم عباد : أستاذ التعليم العالي بكلية العلوم القانونية و الاقتصادية والاجتماعية بسطات - المغرب
- أ.د : منى مسلومي : أستاذة التعليم العالي بكلية العلوم القانونية و الاقتصادية والاجتماعية بسطات - المغرب
- أ.د : عائشة فضيل : أستاذة التعليم العالي بكلية العلوم القانونية و الاقتصادية والاجتماعية بسطات - المغرب
- أ.د : عز الدين بنستي : أستاذ التعليم العالي بكلية العلوم القانونية و الاقتصادية والاجتماعية بالدار البيضاء - المغرب
- أ.د : عبد الرحيم شميعة : أستاذ التعليم العالي بكلية العلوم القانونية و الاقتصادية والاجتماعية بمكناس - المغرب
- أ.د : نادية قايدي : أستاذة التعليم العالي بكلية العلوم القانونية و الاقتصادية والاجتماعية بوجدة - المغرب
- أ.د : نادية النحلي : أستاذة التعليم العالي بكلية الشريعة بفاس - المغرب
- أ.د : زينب الفاسي الفهري : أستاذة التعليم العالي بكلية العلوم القانونية و الاقتصادية والاجتماعية بفاس - المغرب
- أ.د : المصطفى بوزمان : أستاذ التعليم العالي بكلية العلوم القانونية و الاقتصادية والاجتماعية السويسي الرباط - المغرب
- أ.د : كريم أعراب : أستاذ التعليم العالي بمجموعة المعهد العالي للتجارة و ادارة المقاولات الرباط - المغرب
- د : ثاني بن علي ال ثاني : عضو محكمة التحكيم التابعة لغرفة التجارة الدولية بباريس ممثلاً دولة قطر - قطر
- د : عالي طوير : أستاذ التعليم العالي مؤهل بكلية العلوم القانونية و الاقتصادية والاجتماعية السويسي - المغرب
- د : سعد بهتي : أستاذ التعليم العالي مؤهل بجامعة ابن زهر اكادير - المغرب
- د : يونس الأزرق الحسوني : أستاذ التعليم العالي مؤهل بجامعة الحسن الأول بسطات - المغرب
- د : فاطمة برتاوش : أستاذة التعليم العالي مؤهلة بجامعة القاضي عياض مراكش - المغرب
- د : دينا إسماعيل أبو زيد : أستاذ مشارك في القانون المدني، قسم القانون الخاص بكلية الحقوق، جامعة الملك عبد العزيز - السعودية
- دة : آمال ناجي : أستاذة التعليم العالي مؤهلة بجامعة محمد الأول بوجدة - المغرب
- دة : ناهض حنان أستاذة باحثة في قانون الأعمال جامعة الحسن الثاني الدار البيضاء - المغرب

القانون المدني



- أ.د : محمد بخنيف : أستاذ التعليم العالي بكلية العلوم القانونية و الاقتصادية والاجتماعية بفاس - المغرب
- أ.د : منير مهدي : أستاذة التعليم العالي بكلية العلوم القانونية و الاقتصادية والاجتماعية بالرباط - المغرب
- أ.د : زينب تاغيا : أستاذة التعليم العالي بكلية العلوم القانونية و الاقتصادية والاجتماعية بوجدة - المغرب
- أ.د : أمينة أيت حسين : أستاذة التعليم العالي بكلية العلوم القانونية و الاقتصادية والاجتماعية بمراكش - المغرب
- أ.د : سعاد الزروالي : أستاذة القانون المدني بكلية الحقوق جامعة ظفار سلطنة عمان
- أ.د : ياسين المفقود : أستاذ التعليم العالي بكلية العلوم القانونية و السياسية سطات - المغرب
- أ.د : نادية أيوب : أستاذة التعليم العالي بكلية العلوم القانونية و الاقتصادية والاجتماعية بمراكش - المغرب
- د : محمد الحبيب بداع : أستاذ التعليم العالي مؤهل بجامعة القاضي عياض - المغرب
- د : مريم خراج : أستاذة التعليم العالي مؤهلة بجامعة محمد بن عبد الله - المغرب
- د : نهله أحمد فوزي : أستاذ القانون المدني المساعد بكلية إدارة الأعمال قسم القانون جامعة الحدود الشمالية - المملكة العربية السعودية
- د : سيف هادي عبدالله الزويني : أستاذ القانون المدني بكلية الحقوق - جامعة النهرين - العراق
- د : أسماء مصطفى عبد القادر غنيمات : أستاذة بكلية الحقوق جامعة البلقاء التطبيقية - المملكة الاردنية الهاشمية
- د : أحمد سمير الصوفي : أستاذ القانون المدني بكلية العلوم السياسية /جامعة كركوك - العراق
- د : عبدالرازق وهبه سيداحمد : أستاذ القانون المدني المساعد كلية الدراسات الانسانية و الادارية كليات عنبزة - السعودية
- د : رجائي عبد الرحمن عبد القادر عوض : أستاذ قانون المرافعات المساعد جامعة اوروك بغداد - العراق
- د : عمار شاكر محمود فيصل : أستاذ القانون المدني - جامعة تكريت - كلية القانون - العراق
- د : يوسف كبيطي : أستاذ محاضر بكلية العلوم القانونية و السياسية جامعة شعيب الدكالي الجديدة - المغرب





هيئة تحرير المجلة



القانون العقاري و الأسرة



- أ.د : ادريس الفاخوري: أستاذ التعليم العالي بكلية العلوم القانونية و الاقتصادية والاجتماعية بوجدة- المغرب
- أ.د : ادريس بلحساني : أستاذ التعليم العالي بكلية العلوم القانونية و الاقتصادية والاجتماعية بوجدة- المغرب
- أ.د : محمود ميسين: أستاذ التعليم العالي بجامعة ابن زهر أكادير - المغرب
- د : ياسين الكعيوش: أستاذ التعليم العالي بكلية العلوم القانونية و الاقتصادية والاجتماعية بفاس - المغرب
- د : محمد بومدين: أستاذ التعليم العالي بكلية العلوم القانونية و الاقتصادية والاجتماعية بمكناس - المغرب
- د : محمد خلوقي : أستاذ التعليم العالي بكلية العلوم القانونية و الاقتصادية والاجتماعية بسطات - المغرب
- د : يونس الحكيم : أستاذ التعليم العالي بكلية العلوم القانونية و الاقتصادية والاجتماعية بمكناس - المغرب
- د : حسناء جبران: أستاذة التعليم العالي بجامعة محمد الخامس - الرباط - المغرب

القانون الجنائي



- أ.د : الرشيد سيد حسن محمد: عميد سابق بكلية القانون جامعة الخرطوم , أستاذ مشارك بنفس الجامعة - السودان
- أ.د : علي بن خلفان بن علي الهنائي : أستاذ القانون الجنائي المشارك ورئيس قسم علوم الشرطة بكلية الشرطة بأكاديمية السلطان قابوس - سلطنة عمان
- أ.د : عبد الرحمن أسامة : أستاذ التعليم العالي بكلية العلوم القانونية و الاقتصادية والاجتماعية بوجدة- المغرب
- أ.د : خدوج فلاح : أستاذة التعليم العالي بكلية القانون والعلوم السياسية - بسطات - المغرب
- أ.د : بناصر حاجي: أستاذ التعليم العالي بكلية العلوم القانونية و الاقتصادية والاجتماعية بوجدة- المغرب
- أ.د : أحمد العلالي: أستاذ التعليم العالي بكلية العلوم القانونية و الاقتصادية والاجتماعية بوجدة- المغرب
- أ.د : حسن الحريية : أستاذ التعليم العالي بكلية العلوم القانونية و الاقتصادية والاجتماعية بفاس- المغرب
- أ.د : شعبان محمود محمد الهواري : أستاذ القانون الجنائي المشارك كلية القانون - جامعة خليج السدرة - ليبيا
- أ.د : نعمان عطا الله الهيّتي : أستاذ القانون بكلية القانون جامعة الشارقة - الامارات العربية المتحدة
- د : ابراهيم الغندور: أستاذ التعليم العالي بكلية العلوم القانونية و الاقتصادية والاجتماعية بفاس - المغرب
- د : ابراهيم أشويعر: أستاذ التعليم العالي بكلية العلوم القانونية و الاقتصادية والاجتماعية مراكش - المغرب
- د : فيصل كرمات : أستاذ التعليم العالي بجامعة المولى اسماعيل - مكناس - المغرب
- د : عبد الواحد الدافي : أستاذ التعليم العالي بجامعة شعيب الدكالي - المغرب
- د : عبير حمدي محمد حسن : أستاذة القانون الجنائي مساعد - جامعة الملك عبد العزيز - المملكة العربية السعودية
- د : عبداتي الزيوكاي : أستاذ التعليم العالي بجامعة المولى اسماعيل - مكناس - المغرب
- د : أحمد اسامل كامل حسنية : أستاذ قانون الاجراءات الجزائية المساعد بكلية الحقوق جامعة ظفار - سلطنة عمان

قانون الشغل



- أ.د : عبد اللطيف الخالفي : أستاذ التعليم العالي بكلية العلوم القانونية و الاقتصادية والاجتماعية بمراكش - المغرب
- أ.د : فاطمة حداد : أستاذة التعليم العالي بكلية العلوم القانونية و الاقتصادية والاجتماعية بسلا - المغرب
- د : أمينة رضوان : رئيسة مجلة الرائدة في العلوم القانوني - المغرب
- د : لطيفة جبران: أستاذة التعليم العالي مؤهلة بكلية العلوم القانونية و الاقتصادية والاجتماعية بمراكش - المغرب



هيئة تحرير المجلة



قانون المعاملات الالكترونية



- أ.د : بشرى النبية : أستاذ التعليم العالي بكلية العلوم القانونية والاقتصادية والاجتماعية بفاس - المغرب
- أ.د : هشام البخفاوي: أستاذ التعليم العالي بكلية العلوم القانونية والاقتصادية والاجتماعية جامعة ابن زهر اكادير- المغرب
- أ.د : عبد الوهاب المعمري: أستاذ القانون / مساعد العميد لشؤون الجودة جامعة الاسراء - الاردن
- د : ضياء علي احمد نعمان : أستاذ زائر بكليات الحقوق بالمغرب
- د : محمد بومديان : أستاذ محاضر بجامعة المولى اسماعيلمكناس - المغرب

القانون الضريبي



- أ.د : عبد القادر تيعلاتي: عميد سابق بكلية العلوم القانونية والاقتصادية والاجتماعية بسطات-المغرب
- أ.د : أحمد العلالي : عميد كلية العلوم القانونية والاقتصادية والاجتماعية بطنجة - المغرب
- أ.د : محمد السيد عطية ببيرس : أستاذ القانون بكلية العلوم والدراسات الانسانية بالدوامي جامعة شفاء الامارات العربية المتحدة
- أ.د : إبراهيم أحطاب : أستاذ التعليم العالي بجامعة ابن زهر - أكادير - المغرب
- أ.د : محمد محمد عبد اللطيف : أستاذ القانون العام كلية الحقوق جامعة المنصورة مصر

القانون الإداري و الدستوري



- أ.د : ثامر محمد رخيص حسين : رئيس فرع القانون العام بكلية القانون جامعة الكوفة - العراق
- أ.د : عمر عبد الله عمر أمبارك : أستاذ مشارك بجامعة سرت - ليبيا
- أ.د : اكرامي بسيوني عبد الحي خطاب : أستاذ بجامعة شفاء - المملكة العربية السعودية
- أ.د : هالة علي : أستاذ مشارك في القانون الاداري - كلية الحقوق جامعة الاصاله - المملكة العربية السعودية
- أ.د : باسل علي عباس: أستاذ القانون باللغة الانجليزية - جامعة القادسية - العراق
- أ.د : الميلود بوطريكي أستاذ التعليم العالي بكلية العلوم القانونية والاقتصادية والاجتماعية بوجدة -المغرب
- د : ميثم منفي كاظم العميدي : أستاذ مساعد - جامعة الكاظم - العراق
- د : يونس مليح : أستاذ التعليم العالي بالكلية المتعددة التخصصات الرشيدية - المغرب
- د : ليلى طوير: أستاذة القانون العام بجامعة الحسن الثاني الدار البيضاء
- د : ميثم منفي كاظم العميدي أستاذ مساعد في قسم القانون اقسام بابل جامعة الكاظم العراق
- د : ولاء خليل حسين قديمات : أستاذة العلوم السياسية/جامعة الخليل - فلسطين

القانون الدولي و العلوم السياسية



- أ.د : العميد : وسام نعمت ابراهيم السعدي : عميد كلية الحقوق جامعة الموصل - العراق
- أ.د : منى كامل تركي : أستاذ القانون بكليات الحقوق - بالإمارات العربية المتحدة
- أ.د : محمد بوبوش : أستاذ التعليم العالي بالكلية المتعددة التخصصات بالناظور - المغرب
- أ.د : عبد الوهاب كريم : أستاذ التعليم العالي جامعة قابوس - سلطنة عمان
- أ.د : النذير صالح الخليفة عباس : أستاذ القانون الدولي بكليات العيزة الأهلية المملكة العربية السعودية
- أ.د : احمد ناصر حسين العيساوي : تدريسي في جامعة القاسم الخضراء أختصاص قانون دولي - العراق
- د : سعد عبدالله الجعدان : دكتور في القانون الدولي

العلوم الأمنية و الاستراتيجية



- أ.د : عبد القادر تيعلاتي: أستاذ التعليم العالي بكلية العلوم القانونية والاقتصادية والاجتماعية بسطات-المغرب

الرقمنة و التدبير



- د : ضياء نعمان: أستاذ زائر بكلية العلوم القانونية والاقتصادية والاجتماعية بمراكش - المغرب
- د : حنان الانصاري : أستاذة التدبير بجامعة القاضي عياض مراكش - المغرب
- د : مصطفى خياطي : أستاذ محاضر بجامعة الحسن الثاني الدار البيضاء - المغرب





الهيئة الاكاديمية و النشر



مجلة القانون والأعمال الدولية

- | | |
|--|---|
| <p>د. محمد دحاني : دكتور في القانون العام</p> <p>د. الهام سربوتي : دكتورة في القانون الخاص</p> <p>د. سماعيلي مصطفى : دكتور في القانون الخاص</p> <p>د. عبد الله المخلوق : دكتور في القانون العام</p> <p>د. محمد المعروفى : دكتور في العلوم القانونية و السياسية</p> <p>د. عبد اللطيف ازيور : دكتور في القانون العام</p> <p>د. محمد الحليمي : دكتور في القانون الخاص</p> <p>ذ. يونس الصالحي : باحث بصف الدكتوراه</p> <p>ذ. حمزة جابر : باحث بصف الدكتوراه بجامعة ابن زهر أكادير</p> <p>ذ. محمد حفو : باحث في سلك الدكتوراه بكلية الحقوق وجدة</p> <p>ذ. وصال الشرقي : باحثة بصف الدكتوراه بكلية الحقوق السويسي</p> <p>ذ. دينيشي يونس : باحث بصف الدكتوراه بكلية الحقوق بسطات</p> <p>ذ. خديجة جليلي : باحثة بصف الدكتوراه بدار الحديث الحسنية</p> <p>د. عبد الكريم بالهدي : دكتور في القانون الخاص</p> <p>ذ. فاطمة أفقير : محامية بهيئة أكادير</p> <p>ذ. التوزاني محمد : باحث بصف الدكتوراه</p> <p>ذ. عمر الفطواكي : دكتور في القانون الخاص</p> <p>ذ. حللمي سعيدة : باحثة بصف الدكتوراه</p> <p>ذ. المهدي البوعزيزي : باحث بصف الدكتوراه</p> <p>ذ. الخضراوي عبد الهادي : باحث بصف الدكتوراه</p> <p>ذ. ايمان مجدوب : باحثة بصف الدكتوراه</p> <p>ذ. بسمة خروبي : باحثة بصف الدكتوراه</p> <p>ذ. مجن محمد : باحث بصف الدكتوراه</p> <p>ذ. هاجر جيور : باحثة بصف الدكتوراه</p> <p>ذ. هاجر ماحي : باحثة بصف الدكتوراه</p> <p>ذ. رشيد الدغور : باحث بصف الدكتوراه</p> <p>ذ. صفاء خلوقي : باحثة بصف الدكتوراه</p> <p>ذ. عبد الواحد الركيلى : باحثة بصف الدكتوراه</p> <p>ذ. مجن محمد : باحث بصف الدكتوراه</p> <p>ذ. مصطفى رمضان عبد القادر
مدرس مساعد بجامعة دهوك التقنية - معهد ناكري -
ممثل المجلة في العراق</p> <p>ذ. عادل عبد الله عزيز
مدرس بجامعة التقنية الشمالية . الكلية التقنية
الادارية الموصل العراق</p> <p>ذ. باسل علي عباس
أستاذ بجامعة القادسية - العراق</p> <p>د. محمد حمدي عبد العليم علا -
كلية الحقوق جامعة طنطا مصر</p> | <p>د. الحسن اليوسي : دكتور في الحقوق إطار بوزارة الاقتصاد و المالية</p> <p>د. هشام بلخنفر : محام بهيئة اكادير - دكتور في الحقوق</p> <p>د. أسماء مقاص : دكتورة في الحقوق - مسؤولة العلاقات العامة بالمجلة -</p> <p>د. حكيمة مؤذن : دكتورة في العلوم القانونية والسياسية</p> <p>د. محمد بلحاج الفحصي : دكتور في الحقوق</p> <p>د. يوسف تملكوتان : دكتور في القانون الخاص</p> <p>د. نبيل لبيب : دكتور في القانون الخاص</p> <p>د. المهدي بوي : دكتور في الحقوق</p> <p>ذ. قمرية قباب : دكتورة في القانون الخاص</p> <p>د. خالد هيدان : دكتور في القانون الخاص</p> <p>د. يوسف كييطي : دكتور في القانون الخاص</p> <p>ذ. حيدا عز الدين : دكتور في القانون الخاص</p> <p>د. معاذ الخيار : دكتور في القانون الخاص</p> <p>ذ. محمد أويالاك : محام بهيئة الرباط</p> <p>ذ. نبيل سدري : دكتور في القانون الخاص</p> <p>د. بيشا حسان : دكتور في القانون الخاص</p> <p>ذ. مريم زان : دكتورة في القانون العام</p> <p>د. هودي لمخايل : دكتورة في القانون الخاص</p> <p>د. معاذ الخيار : دكتور في القانون العام</p> <p>د. فضيل ناصري : دكتور في البلاغة و تحليل الخطاب</p> <p>د. عبد المغيث الحاكمي : دكتور في القانون الخاص</p> <p>د. عبد الاله شني : دكتور في القانون الخاص</p> <p>د. فردوس القاسمي : دكتورة في القانون الخاص</p> <p>د. يوسف ايت اعمر : دكتور في القانون الخاص</p> <p>د. زكرياء بليلاچ : دكتور في القانون العام و العلوم السياسية</p> <p>د. محمد الادريسيس حسني : دكتور في القانون الخاص</p> <p>د. عبد العزيز الهلالي : دكتور في القانون العام و العلوم السياسية</p> <p>د. محمد عبد الجليل الشيخ القاضي : دكتور في الحقوق -
رئيس مركز نواكشوط للدراسات القانونية و الإجتماعية</p> <p>د. محمد يحظيه ولد البكاي : دكتور في الحقوق -
ممثل المجلة في موريتانيا</p> <p>د. الريكاظ لحسن : دكتور في القانون الخاص</p> <p>د. كوثر الرفاعي : دكتورة في القانون الخاص</p> <p>د. فاطمة امراج : دكتورة في القانون العام و العلوم السياسية</p> |
|--|---|



28	الابتكار في البحث العلمي المدعوم بالذكاء الاصطناعي الوكيل الاتجاهات والتطبيقات والتحديات الناشئة الدكتورة: خلود محمد اللجاوي عضو هيئة التدريس بكلية الشرطة - الإمارات العربية المتحدة
46	الحق في الخصوصية الرقمية وأثر انتهاكه في قيام المسؤولية المدنية والجزائية في التشريع العماني الدكتور: نزار حمدي قشطة رئيس قسم القانون العام - كلية الحقوق - جامعة الشرقية (محافظة الشرقية - سلطنة عمان) المحامي: إبراهيم بن خلفان السليمي محام وباحث في القانون العام - كلية الحقوق - جامعة الشرقية (محافظة الشرقية - سلطنة عمان)
68	التضليل السيبراني وهندسة الإدراك الرقمي: نحو إعادة بناء الحماية القانونية لنزاهة المعلومات والسيادة الإدراكية في عصر الذكاء الاصطناعي الدكتور: يونس مليح أستاذ محاضر مؤهل بجامعة مولاي إسماعيل - مكناس - كلية العلوم القانونية والسياسية بالرشيدية عضو فريق البحث في الدراسات القانونية والاجتماعية والسياسية
82	الذكاء الاصطناعي وتطبيقاته في المجال الشرطي: دراسة تحليلية في ضوء التجربة الإماراتية والممارسات الدولية الدكتور: خالد عبد الله الزعابي عضو هيئة التدريس بكلية الشرطة - أبو ظبي
94	أثر التحول الرقمي على كفاءة اتخاذ القرار الإداري: دراسة تطبيقية على مؤسسة أطباء بلا حدود في قطاع غزة الدكتور: أحمد فرج أحمد أبو جزر أستاذ مساعد في تخصص إدارة الأعمال - جامعة فلسطين - قطاع غزة
111	حماية الأطفال من الاستخدام الرقمي الإشكالي دراسة مقارنة للسياسات التشريعية والتنظيمية والوقائية في الإمارات والمملكة المتحدة وأستراليا الباحث : علي حمود حمدان النعيمي عضو هيئة التدريس بكلية الشرطة - الإمارات العربية المتحدة
130	الذكاء الاصطناعي وإشكالية المحتويات الزائفة الدكتورة: سميرة أصبان دكتورة في القانون العام والعلوم السياسية - جامعة الحسن الثاني بالدار البيضاء
142	حدود حرية النشر عبر منصات التواصل الاجتماعي في مواجهة حق الطفل في الخصوصية: دراسة تحليلية مقارنة في التشريع القطري الباحث: سعود عبد العزيز البوهاشم السيد باحث متخصص في العلوم القانونية
158	الوساطة الإلكترونية في تسوية المنازعات الدكتورة: نبيلة الغشيم دكتوراه في القانون الخاص

167	إمكانات توظيف الذكاء الاصطناعي التوليدي في تصميم استراتيجيات تعلم تكيفية لتعزيز الوعي بالأمن السيبراني - دراسة تحليلية المقدم الدكتورة : بدرية علي الحوسني عضو هيئة تدريس في كلية الشرطة/ دولة الإمارات العربية المتحدة والطالب الباحث : عبدالله محمد عمر القاسمي
188	حماية المعطيات الشخصية بالمغرب في ظل تصاعد التهديدات السيبرانية: مقارنة قانونية تقنية لتحقيق التوازن بين الأمن والخصوصية الباحثة : حسناء الشقوري باحثة بسلك الدكتوراه كلية العلوم القانونية بطنجة - جامعة عبد المالك السعدي
204	التحيز الخوارزمي في القرارات الإدارية المبنية على خوارزميات الذكاء الاصطناعي: دراسة تحليلية مقارنة الباحثة: مشاعل عابد الحربي طالبة ماجستير - قسم القانون العام - كلية الحقوق - جامعة الملك عبد العزيز - المملكة العربية السعودية
233	الحماية الجنائية للأنظمة الذكية والمعلوماتية في التشريع القطري: دراسة تحليلية الباحث: تميم ياسر عبد الله محمد البلوشي باحث متخصص في العلوم القانونية
252	الرقمنة والتواصل السياسي: الفرص والتحديات الباحث: رضوان النكادي باحث بسلك الدكتوراه كلية العلوم القانونية والاقتصادية والاجتماعية بفاس الباحث يوسف الإدريسي باحث بسلك الدكتوراه كلية العلوم القانونية والاقتصادية والاجتماعية بفاس تحت إشراف الأستاذ الدكتور: محمد فقيهي أستاذ التعليم العالي بكلية العلوم القانونية والاقتصادية والاجتماعية بفاس، تخصص القانون الدستوري وعلم السياسة
265	قانون الضمان الاجتماعي في مواجهة التحديات الرقمية والاجتماعية الباحثة فرح الزوجال باحثة بسلك الدكتوراه القانون الخاص - مختبر القانون والمجتمع والرقمنة - جامعة عبد المالك السعدي بطنجة
279	توظيف تقنية البلوك تشين في إجراءات الترخيص التشغيلي للاستثمار الأجنبي بالمملكة العربية السعودية الدكتور : علاء الدين محمد سيد محمد أبو عقيل أستاذ القانون الإداري المشارك - كلية الحقوق - جامعة الملك عبد العزيز
304	رقمنة السجل التجاري في القانون المغربي والمقارن: قراءة في الإطار القانوني ومستجدات الإصلاح الدكتور : عبد الحميد اشتوك دكتور في القانون الخاص - كلية العلوم القانونية والاقتصادية والاجتماعية أكادير - جامعة ابن زهر -
319	أثر الاقتصاد الرقمي في جذب الاستثمار الأجنبي المباشر: دراسة مقارنة بين فلسطين ومصر (2008-2024) الباحث: هشام عبد الكريم إبراهيم الكحلوت باحث دكتوراه - قسم الاقتصاد - جامعة البطانة

التحول الرقمي في مجال الشركات التجارية الباحث: أيوب بنقاسم طالب باحث بسلك الدكتوراه في القانون الخاص جامعة محمد الخامس بالرباط - كلية العلوم القانونية والاقتصادية والاجتماعية أكادال - مركز دراسات الدكتوراه في القانون والاقتصاد تحت إشراف الدكتور: علال فالي أستاذ التعليم العالي، كلية العلوم القانونية والاقتصادية والاجتماعية أكادال، جامعة محمد الخامس، الرباط.	334
عيوب الإرادة في العقود الإلكترونية - بين كفاية القواعد التقليدية و متطلبات الثقة الرقمية - الباحثة : فاطمة الزهراء جبارة طالبة باحثة بسلك الدكتوراه	343
• محور قانون المال و الأعمال	
الحماية الجنائية للاستثمار الأجنبي في المملكة العربية السعودية في ضوء رؤية 2030 الأستاذ الدكتور: شاكر بن مقبل العصيمي أستاذ القانون الجنائي المشارك - عميد كلية العدالة الجنائية وعلوم الجريمة جامعة نايف العربية للعلوم الأمنية - الرياض - المملكة العربية السعودية	365
رهن السندات في القانون الموريتاني دراسة تحليلية مقارنة في ضوء إصلاح الضمانات المنقولة الدكتور: العالم الحسن عالي أستاذ متعاون بكلية العلوم القانونية والسياسية - جامعة نواكشوط	375
الآثار القانونية المترتبة على فسخ عقد التأمين الصحي وفقا للقواعد الخاصة بعقود التأمين في التشريع الأردني الدكتور: فيصل موسى الحباري أستاذ مساعد - كلية الحقوق، قسم القانون الخاص - جامعة الإسراء - عمان، الأردن الدكتور: علي محمد الزعبي أستاذ القانون المدني - كلية الحقوق، قسم القانون الخاص - جامعة الإسراء - عمان، الأردن	385
الالتزامات القانونية الناشئة عن العقود التجارية في ظل التحول الرقمي في الأردن (دراسة تطبيقية على عقود البيع الإلكتروني والخدمات الرقمية) الأستاذ الدكتور: عبد الله حميد الغوييري أستاذ القانون التجاري المشارك - جامعة لوسيل - قطر الدكتور: أسعد خليفة سلمان بني حسن أستاذ القانون التجاري المساعد - نقابة المحامين الأردنيين الأستاذ الدكتور: عثمان النور عثمان الحاج أستاذ القانون التجاري المشارك - جامعة لوسيل - قطر	401
دعوى المنافسة غير المشروعة كوسيلة لحماية العلامة التجارية: دراسة مقارنة الدكتور: مولاي أحمد سالم أستاذ متعاون بجامعة نواكشوط - موريتانيا	419
البيانات الشخصية كعنصر في الأصل التجاري: إشكالية التوفيق بين تسليع الزبناء وحماية المعطيات الشخصية الدكتورة: إيمان التيس أستاذة باحثة بكلية العلوم القانونية والاقتصادية والاجتماعية - جامعة مولاي إسماعيل - مكناس	435

آليات تحديد خصوم المرافعة من طرف جهاز السنديك الدكتور: جمال حميدا دكتور في القانون الخاص	441
مسطرة الإعفاء في قانون المنافسة المغربي والفرنسي الباحثة: غيثة الدريوش طالبة باحثة بسلك الدكتوراه - كلية العلوم القانونية والاقتصادية والاجتماعية أكدال - جامعة محمد الخامس بالرباط تحت إشراف الأستاذة الدكتورة: بشرى النية أستاذة التعليم العالي بكلية العلوم القانونية والاقتصادية والاجتماعية أكدال - جامعة محمد الخامس بالرباط	451
آليات تحسين مناخ الأعمال بين تنزيل النموذج التنموي الجديد وقانون الإطار للإصلاح الجبائي الباحث: عبد المجيد زيان باحث بسلك الدكتوراه - كلية العلوم القانونية والاقتصادية والاجتماعية المحمدية - جامعة الحسن الثاني بالدار البيضاء	461
خصوصية التنفيذ على أسهم شركات المساهمة المدرجة بالبورصة الباحث: ادوحسين المحفوظ باحث بسلك الدكتوراه - مختبر القانون والمجتمع، تكوين الدكتوراه في العلوم القانونية والسياسية - جامعة ابن زهر أكادير	475
فعالية الضمانات العينية المقيدة في مواجهة مساطر صعوبات المرافعة: دراسة تحليلية في ضوء التشريع المغربي الباحث: عبد العالي الزنافري طالب باحث بسلك الدكتوراه - كلية العلوم القانونية والسياسية - جامعة ابن طفيل القنيطرة	489
الوساطة بين القانون 95.17 و قانون المسطرة المدنية الدكتورة نهال اللواح أستاذة جامعية بكلية الحقوق بطنجة الكاتبة العامة للمركز المغربي للتحكيم ومنازعات الأعمال رئيسة تحرير المجلة المغربية للتحكيم العربي و الدولي	503
مسؤولية الناقل البحري في ضوء الاتفاقيات الدولية والنظام البحري التجاري السعودي: دراسة تحليلية مقارنة الباحثة : منار محمد الغامدي باحثة ماجستير في القانون الخاص، كلية الحقوق، جامعة الملك عبدالعزيز تحت إشراف الدكتورة : هادية أحمد بالخير أستاذ مشارك في القانون التجاري، كلية الحقوق، جامعة الملك عبدالعزيز	508
حدود سلطة المحكم في التحكيم التجاري الدولي الباحثة : عفاف صبار طالبة في سلك الدكتوراه جامعة القاضي عياض مراكش	544
أثر استراتيجيات ريادة الأعمال على التعليم الجامعي لدى الجامعات الفلسطينية في المحافظات الجنوبية الفلسطينية الباحث : مروان محمد ثابت مشتهى باحث اكاديمي-تخصص إدارة الأعمال	556

• محور قانون الأسرة وعلوم الفقه

577	حماية النسب واستقرار الأسرة من المخاطر الرقمية: دراسة موضوعية ومقاصدية معمقة لاختبارات الأنساب التجارية في ضوء مدونة الأسرة المغربية الدكتورة: سناء المتدين أستاذة زائرة بكلية العلوم القانونية والسياسية بطنجة
588	منهج الإمام البيضاوي في ضوء القراءات القرآنية: دراسة تحليلية الباحث: بلال جبر خميس عماد محاضر أكاديمي غير متفرغ بالجامعة الإسلامية - قطاع غزة
601	منظومة القيم الصوفية ورهان النموذج التنموي المغربي: مقارنة قانونية مؤسسية الباحث: عبد الإله ذهبي طالب باحث بسلك الدكتوراه جامعة سيدي محمد بن عبد الله - ظهر المهرز - فاس - المغرب
621	فتاوى الإمام ابن باز الفقهية الواردة في كتاب مجموع فتاوى الإمام ابن باز (زكاة الفطر) الباحث: عمرو زهير محمود نوفل باحث في العلوم الشرعية والإسلامية

• محور القانون الجنائي

638	الضمانات الجنائية الإجرائية للدليل الرقمي - دراسة مقارنة الدكتور: إبراهيم عبد الصمد صالح البلوشي عضو هيئة التدريس بكلية الشرطة - دولة الإمارات العربية المتحدة
658	المسؤولية الجنائية الدولية عن "التحريض الألي" على الإبادة الجماعية الدكتور: علي ناجي صالح الأعوج الأستاذ المشارك بقسم القانون الدولي العام - كلية الشريعة والقانون - جامعة صنعاء
714	التفتيش الجنائي على ضوء قانون المسطرة الجنائية الجديد 03.23 الدكتورة: سكينه غزاوي دكتورة في القانون الخاص أستاذة زائرة بكلية العلوم القانونية والسياسية - جامعة الحسن الأول بسات
727	سرقة القوى المحرزة الباحث نور الدين طارق الرجبي باحث بسلك الدكتوراه
742	المصادرة والإجراءات التحفظية في مكافحة غسل الأموال الباحث: الجازي الكبيسي كلية القانون - جامعة لوسيل - دولة قطر
757	دور مبدأ إقليمية القانون الجنائي في تحديد الاختصاص القضائي للجرائم الإلكترونية الباحث: المهدي لهبي باحث بسلك الدكتوراه كلية العلوم القانونية والاقتصادية والاجتماعية السويسي - الرباط

764	المحكمة الجنائية الدولية: حدود العدالة الجنائية في ظل التوازنات السياسية الدولية - دراسة تقييمية الباحثة: فلة رياض هاشم أبو الرب شعبة القانون العام والعلوم السياسية - كلية العلوم القانونية والاقتصادية والاجتماعية السويسي - الرباط
781	مدى ارتباط جريمة الفساد بغسل الأموال دراسة تحليلية على ضوء اتفاقيتي غسل الأموال ومكافحة الفساد الأستاذة الباحثة: روضة محمد علي العبد الله جامعة لوسيل - دولة قطر
795	الحماية الجنائية للبيانات الشخصية في قطر الباحث: صالح فرج صالح مبارك التركي باحث متخصص في العلوم القانونية والجنائية
808	دور النيابة العامة في جرائم الشيك الباحث: هشام حدادي باحث بسلك الدكتوراه في كلية العلوم القانونية والاقتصادية والاجتماعية بمكناس
● محور القوانين المسطرية و الاجرائية	
825	الحماية القانونية للمتطوع في دولة الإمارات العربية المتحدة (دراسة تحليلية مقارنة في ضوء التشريع الاتحادي والتنظيم المحلي في إمارتي دبي وأبوظبي) الدكتور: عبد الله سالم محمد فاضل الحضرمي عضو هيئة التدريس - كلية الشرطة وزارة الداخلية - دولة الإمارات العربية المتحدة
837	مبدأ سلطان الإرادة في العقد وحدوده في ظل التدخل التشريعي - دراسة في ضوء قانون الالتزامات والعقود والنصوص ذات الصلة - الدكتور: محفوظ أحمد سيد عبد الله دكتور في القانون الخاص
853	إشكالية التضخم التشريعي وأثره على الأمن القانوني الدكتور: أمحمد الأحمد دكتور في العلوم القانونية والسياسية أستاذ زائر بجامعة محمد الخامس بالرباط - كلية العلوم القانونية والاقتصادية والاجتماعية السويسي
867	نظام الضمان في التشريع الجمركي بالمغرب الدكتور: عجان عزيز دكتور في القانون الخاص - تخصص العلوم الجنائية
887	الإلغاء الاستباقي للعقد كآلية لمواجهة خطر الإخلال المتوقع - دراسة مقارنة الباحثة: تمارا سعد مغامس باحثة بسلك الدكتوراه تخصص: القانون الخاص - الجامعة الإسلامية في لبنان
907	التدخل القضائي في تأويل العقد الاستهلاكي: بين أسس حماية التوازن وحدود الأمن التعاقدية. الباحثة: دعاء الشلي باحثة بسلك الدكتوراه

التسليم في العقود العينية: دراسة في المفهوم والطبيعة والوظائف في التشريع الموريتاني الدكتور : مولاي عبد الرحمن اد/ مولاي إسماعيل دكتور في القانون الخاص	919
سبب رفع دعوى إشهار إفلاس المدين في المدارس القانونية المعاصرة والشريعة الإسلامية "دراسة فقهية تطبيقية تطبيقاً على النظام القانوني السوداني" الدكتور: سامي عبد الحميد إبراهيم أحمد الأستاذ المشارك بكلية الحقوق جامعة الملك فيصل المملكة العربية السعودية وكلية الشريعة جامعة القرآن الكريم والعلوم الإسلامية-السودان.	931
• محاور قانون العقار و التعمير	
التنظيم القانوني للمعاملات العقارية ذات الطابع التجاري في المملكة العربية السعودية: نحو منظومة تشريعية مستدامة الدكتورة : زبيدة عبد الهادي اتييم كلية القانون - جامعة الأمير سلطان	959
الرهن العقاري بين الفقه المالكي والقانون الموريتاني الدكتور: محمد الأمين أحمد أستاذ متعاون بجامعة نواكشوط	980
دور فقه المحافظة العقارية في تكريس ضوابط النظام العام التعاقدية الدكتور: عبد الهادي رشدي دكتور في الحقوق عضو مركز الرحامنة للأبحاث والدراسات القانونية والاجتماعية والإنسانية أستاذ زائر بكلية العلوم القانونية والاقتصادية والاجتماعية بمكناس - المغرب	997
توثيق التصرفات الواردة على تقسيم العقارات: دراسة تحليلية في ضوء القانون 25.90 الباحث: الحسن أندوري باحث بسلك الدكتوراه في القانون الخاص - الكلية المتعددة التخصصات بتازة - جامعة سيدي محمد بن عبد الله فاس الدكتورة: ابتسام علمي أستاذة باحثة في القانون الخاص - الكلية المتعددة التخصصات بتازة - جامعة سيدي محمد بن عبد الله فاس	1031
القرارات السلبية للمحافظ على الأملاك العقارية في مسطرة التحفيظ العقاري: بين سلطة الإلغاء والرفض وضمانات المشروعية الباحثة: كوثر الغزال طالبة باحثة بسلك الدكتوراه - كلية العلوم القانونية والسياسية بتازة - جامعة سيدي محمد بن عبد الله فاس الأستاذة الدكتورة: ابتسام علمي أستاذة محاضرة مؤهلة - كلية العلوم القانونية والسياسية بتازة - جامعة سيدي محمد بن عبد الله فاس	1047
تطبيقات الخبرة في منازعات العقار ورقابة القضاء عليها الباحث: سفيان شايب باحث بسلك الدكتوراه كلية العلوم القانونية والاقتصادية والاجتماعية أكادال - جامعة محمد الخامس بالرباط	1065

1083	المرأة السلالية ورهان التنمية المستدامة وفق القوانين الجديدة الباحث: مصطفى بن لغريسي طالب باحث بسلك الدكتوراه - الكلية المتعددة التخصصات بالرشيدية - جامعة مولاي إسماعيل مكناس الدكتور: عبد العالي لعديري أستاذ باحث - الكلية المتعددة التخصصات بالرشيدية - جامعة مولاي إسماعيل مكناس
1094	المكانة الجديدة للمرأة السلالية بين حيف الأعراف وتدخل القانون الباحثة: إيمان فضلي طالبة باحثة بسلك الدكتوراه كلية العلوم القانونية والاقتصادية والاجتماعية عين السبع - جامعة الحسن الثاني بالدار البيضاء مختبر الهندسة متعددة التخصصات للأعمال والمهارات الناعمة والتدبير والقانون (LIASMAD) محامية بهيئة المحامين بسات
	• محور قانون الشغل و الحماية الاجتماعية
1110	اختراعات الأجراء: أية مقارنة قانونية لحماية حقوق أطراف عقد الشغل؟ الدكتورة: نادية المشيشي أستاذة باحثة في قانون الأعمال كلية العلوم القانونية والاقتصادية والاجتماعية أكادال - جامعة محمد الخامس بالرباط
1122	كرونولوجيا الاجتهاد القضائي بشأن الطبيعة القانونية لمسطرة الفصل بسبب الخطأ الجسيم (دراسة تحليلية نقدية) الدكتور: رشيد الزعيم دكتور في القانون الخاص - جامعة محمد الخامس بالرباط كلية العلوم القانونية والاقتصادية والاجتماعية - سلا
1134	مفتشية الشغل بين الرقابة والوساطة في منازعات الشغل الباحثة : شيماء الجباري الحسني باحثة بسلك الدكتوراه كلية العلوم القانونية والاقتصادية والاجتماعية - عين السبع، جامعة الحسن الثاني بالدار البيضاء الدكتورة: ابتسام بلحداد أستاذة التعليم العالي - كلية العلوم القانونية والاقتصادية والاجتماعية - عين السبع، جامعة الحسن الثاني بالدار البيضاء
1146	التعليم التقني والمهني وتمكين المرأة في فلسطين: دراسة حالة في الكلية الجامعية الذكية للتعليم الحديث الباحثة : آسيا القواسمي باحثة بسلك الدكتوراه كلية العلوم القانونية والاقتصادية والاجتماعية بطنجة - جامعة عبد المالك السعدي - المملكة المغربية الأستاذ الدكتور: توفيق السعيد أستاذ التعليم العالي - جامعة عبد المالك السعدي - المملكة المغربية
1159	أثر القيادة الابتكارية على التميز المؤسسي لدى العاملين في مجمع الشفاء الطبي بقطاع غزة الباحث: رائد خميس محمود حماد متخصص في إدارة الأعمال - قطاع غزة
1180	دور الوكالة الوطنية لإنعاش التشغيل والكفاءات في إرساء أسس الدولة الاجتماعية الباحث: عياد باتي باحث بسلك الدكتوراه كلية العلوم القانونية والسياسية - جامعة الحسن الأول بسات، مختبر البحث في قانون الأعمال مفتش الشغل من الدرجة الثانية

1192	مفتش الشغل بين الرقابة والتصالح: دراسة في ازدواجية الوظيفة وآثارها على علاقات الشغل الدكتورة : وسيلة جلال دكتورة في القانون الخاص
1205	مسطرة الاستماع للأجير في ضوء التحول الرقمي الباحث: مراد البورقادي باحث في سلك الدكتوراة، مختبر الدراسات والأبحاث في القانون الخاص، الهندسة القانونية والتنمية المستدامة، كلية العلوم القانونية والسياسية - جامعة سيدي محمد بن عبد الله فاس - متخصص في قضايا قانون الشغل وتدير العلاقات المهنية
● محور القانون الرياضي	
1215	تحولات عقود الرعاية الرياضية في ضوء الممارسة القانونية الدكتور: محمد الحليمي دكتور في الحقوق أستاذ زائر بالكلية المتعددة التخصصات بالعرائش
1231	حماية القاصر في الرياضة: بين النظرية والممارسة الدكتور: يوسف أبويعقوب دكتور في الحقوق أستاذ زائر بكلية العلوم القانونية والسياسية بتطوان
1241	الدكتورة: أحلام عليمي أستاذة باحثة بكلية العلوم القانونية والسياسية بتطوان - منسقة ماستر المنازعات والتحول الرقمي رئيسة فريق البحث في السياسة الجنائية والأمن الأسري والعقاري بمختبر الدراسات والأبحاث القانونية والسياسية والتنمية مكافحة تعاطي المنشطات في المجال الرياضي: دراسة في مدى ملائمة التشريعات الوطنية للمقتضيات الدولية - حالة القانون رقم 06.23 الدكتور: حميد اسليماني دكتور في القانون العام والعلوم السياسية - أستاذ زائر بكلية العلوم القانونية والاقتصادية والاجتماعية بسلا
● محور القانون البيئي	
1258	قراءة في القوانين البيئية بالمغرب الدكتور: وليد حديديوي دكتور في القانون العام والعلوم السياسية، جامعة الحسن الثاني الدار البيضاء
1269	الطاقات المتجددة والهيدروجين الأخضر: "من الأمن الطاقى إلى السيادة الطاقية" الدكتور المصطفى حيان دكتور في القانون العام والعلوم السياسية باحث في السياسات العمومية جامعة القاضي عياض، مراكش أستاذ زائر بكلية الحقوق بالمغرب
محور القانون الدولي	
1282	مدى كفاية قواعد القانون الدولي الإنساني لحماية المدنيين أثناء حرب المدن (حرب السودان 15 أبريل 2023م - نموذجاً) الدكتور موسى محمد مصباح استاذ مشارك كلية القانون، جامعة النيلين - السودان
1298	الحصانات والامتيازات الدبلوماسية للمبعوث الدبلوماسي في فقه المالكية والقانون الدولي دراسة فقهية قانونية مقارنة. الدكتور : مهدي بن عبد الكريم الصوتي باحث من جامعة القرويين كلية الشريعة-أكادير.

تطور الذكاء الاصطناعي وخروجه عن السيطرة تهديدات ومخاطر الدكتور سيف محمد سيف السويدي عضو هيئة التدريس - كلية الشرطة - أبوظبي بالاشتراك مع الدكتور ممدوح خليل البحر عضو هيئة التدريس - كلية الشرطة - أبوظبي	1320
أزمة الهجرة والنزوح القسري في ظل النزاعات في غرب إفريقيا الباحثة : ليلي اليحيوي باحثة في القانون الدولي بجامعة محمد الخامس الرباط	1342
المغرب والعمق الأفريقي: الأبعاد الجيواقتصادية والأمنية لمبادرة الأطلسي ومشروع أنبوب الغاز (نيجيريا - المغرب) الباحث : إبراهيم النوحى باحث في السنة الخامسة من سلك الدكتوراه في القانون العام والعلوم السياسية كلية العلوم القانونية والاقتصادية والاجتماعية بالمحمدية	1359
النزاع في منطقة الأحواز (إيران) الباحثة / بدور آل خليفة طالبة في ماجستير في الشؤون الدولية والسياسات العامة جامعة لوسيل دولة قطر بإشراف الدكتور / محمد اوريا	1373
الشرق الأوسط ما بعد الحرب الإيرانية الأمريكية: تحولات القوة وإعادة تشكيل النظام الإقليمي الباحث : بدر بتال العتيبي باحث في الشؤون الدولية والسياسات العامة حاصل على درجة الماجستير في الشؤون الدولية والسياسات العامة	1387
● محور القانون الإداري	
هل أن أوان التحكيم الضريبي في المغرب؟ من منطق الحظر إلى إمكان بناء عدالة جبائية بديلة دراسة تحليلية في القانون المغربي على ضوء مستجدات 2026 الدكتور مصطفى الفوركي دكتور في القانون الخاص	1407
المصادر الشرعية للقضاء الإداري السعودي الدكتور فيصل بن صبر اللويش الشمري الأستاذ المساعد بقسم القانون في كلية الشريعة والقانون بجامعة حائل	1428
وقف تنفيذ القرار الإداري السلبي دراسة مقارنة المحامي الدكتور انمار هيثم نعمة الساعدي رئيس القسم القانوني كلية القانون جامعة اوروك-بغداد المحامي الدكتور رجب محمد ندا رئيس قسم القضايا بالإصلاح الزراعي محاضر القانون الإداري بكليات القانون مصر الدكتور رجائي عبدالرحمن عبدالقادر عوض أستاذ قانون المرافعات المدنية المساعد كلية القانون جامعة اوروك -بغداد	1449

1467	"التعويض غير النقدي في القضاء الإداري السعودي" الدكتور : محمد بن عبدالله بن محمد الملحم أستاذ مساعد-كلية الحقوق-جامعة الملك فيصل بالأحساء-المملكة العربية السعودية
1487	"البرامج الميزانية" كرافعة لتكريس نجاعة المالية العمومية وتعزيز المسؤولية التدبيرية الدكتور: فهد فيلالي، دكتور في القانون العام جامعة سيدي محمد بن عبد الله إطار إداري وباحث في التدبير العمومي والحكامة المالية
1508	دور الآليات الحديثة للتدبير والتسويق الترابي في ضمان تنافسية المجال الدكتور هشام عميد دكتور في القانون العام والعلوم السياسية جامعة الحسن الأول- سطات
1524	سلطة التعيين في الوظائف السامية في دول المغرب العربي الدكتور سيد محمد محمد فاضل أستاذ القانون متعاون بجامعة نواكشوط- موريتانيا
1535	التحكيم في منازعات عقود المقاولات العمومية وحدود التحول في ضوء مستجدات قانون التحكيم المغربي الجديد رقم 95.17 الدكتور محمد علالي دكتور في القانون الاقتصادي أستاذ باحث بالمركز الجهوي لمهن التربية والتكوين لجهة سوس ماسة/أكادير
1561	العدالة الضريبية بالمغرب: بين الحق والواجب الدكتور إبراهيم بنفراج أستاذ زائر بجامعة ابن زهر
1581	المنهجية الجديدة لإعداد مشروع قانون مالية السنة بالمغرب في ضوء الكتلة الدستورية للمالية العمومية الدكتور : محمد أحتيتيش دكتور في القانون العام، جامعة سيدي محمد بن عبد الله بفاس
1596	تطور شروط المصلحة في دعوى الإلغاء بين التوسع والتقيد القضائي: دراسة تحليلية مقارنة الدكتور عبد القادر يوسف شامخ أستاذ متعاون مع كلية العلوم القانونية والسياسية بجامعة نواكشوط
1609	الرقابة الجبائية في ظل التحول الرقمي بالمغرب الباحثة : جهان المليح طالبة باحثة بسلك الدكتوراه بكلية العلوم القانونية والاقتصادية والاجتماعية بسلا
• محور القانون الدستوري	
1626	حرية التعبير في موريتانيا، دراسة في الحماية الدستورية وواقع الممارسة الدكتور الطاهر ولد أحمد أستاذ متعاون بجامعة نواكشوط
1641	أسس الملكية الدستورية في المغرب الدكتور سيد محمد محمد فاضل أستاذ القانون متعاون بجامعة نواكشوط

المركز الدستوري لمنظمة التحرير الفلسطينية وأثره في بنية النظام الدستوري الفلسطيني الباحثة : مرام عوض عامر نصار باحثة في سلك الدكتوراه في القانون العام بحث مستخلص من أطروحة الدكتوراه الموسومة بعنوان الإرادة الدولية في وضع الدساتير الوطنية (فلسطين نموذجاً) دراسة تحليلية وصفية	1650
من الشرعية الانتخابية إلى شرعية الانجاز في النظام الدستوري المغربي الدكتور : أنوار التازي دكتور في القانون العام والعلوم السياسية جامعة الحسن الثاني -الدار البيضاء	1673
• محور العلوم السياسية	
اللجان النيابية لتقصي الحقائق في الممارسة البرلمانية المغربية دراسة على ضوء تجارب وممارسات دولية مقارنة - الدكتور : محمد سكي أستاذ محاضر مؤهل بجامعة محمد الخامس، الرباط باحث في القانون الدستوري والعلوم السياسية كلية العلوم القانونية و الاقتصادية و الاجتماعية، سلا	1688
الأحزاب السياسية وتكوين الكفاءات وإنتاج النخب السياسية: الوظائف، الآليات، وحدود الفعل الحزبي " دراسة حالة المغرب" الباحثة : الزهرة اباحني طالبة في سلك الدكتوراه جامعة محمد الخامس الرباط كلية العلوم القانونية والاقتصادية و الاجتماعية سلا	1710
• محور الدراسات والأبحاث باللغة الإنجليزية	
Minimum Wages and Overtime Premium in Light of Saudi Labor Law and the Fair Labor Standards Act (FLSA) Dr. Osama Abdulrahman Alkhamis Assistant Professor of Civil Law, Private law Department, College of Law, King Faisal University, Alahsa, Kingdom of Saudi Arabia	1724
Relationship Between Administrative, Strategic, and Training Dimensions of Total Quality Management and Performance Evaluation in Public Healthcare Facilities in the Gaza Strip Yousef. M. A. Alghoul Department of Business Administration, College of Graduate Studies, University of Al-Butana, Sudan Human Resources Planning Department, Planning and Performance Unit, Palestinian Ministry of Health, Gaza,	1749
Russia's Palestine Discourse in the Context of the Ukraine War: Anti-Westernism or a Principled Stance? Üniversite adı: Ankara Hacı Bayram Veli Üniversitesi Danışman: Prof.Dr. MEHMET SEYFETTİN EROL İKTİSADİ VE İDARİ BİLİMLER FAKÜLTESİ ULUSLARARASI İLİŞKİLER Öğrenci: Adı- soyadı: OSAMA T.A. MORTAGA	1771

Pollen grains and their evidentiary value in criminal investigations. Saleem Isaaf Alazab 1 Associate Professor in the Department of Law. Faculty of Law, Al-Balqa Applied University, Jordan. dr.alazab@bau.edu.jo. ORCID: https://orcid.org/0009-0001-0544-620X. Ali Ahmad Alzubi 1 Associate Professor in the Department of Law. Faculty of Law, Al-Balqa Applied University, Jordan. alialzubi@bau.edu.jo. ORCID: https://orcid.org/0009-0005-6602-101X. Sabah Mousa Abd Alrhanman Al Momani 1 Associate Professor. in the Department of Law. Faculty of Law, Al- Balqa Applied University, Jordan, Sabah.momani@bau.edu.jo, ORCID: https://orcid.org/0009-0007-8849-8470. Wael Hakam Qutishat Teacher, in the Department of Law. Faculty of Law, Al-Balqa Applied University, Jordan, 1 wael.qutishat@bau.edu.jo, ORCID: https://orcid.org/0009-0006-8843-5368.	1804
Concept of Ambiguity in Law and Language First Author of the study: El JAILI EL HAGMOHAMED ABDALLA OMER PhD Researcher in Law, University of Gezira -Faculty of Law – Sudan. Legal Advisor – Altameer Ltd Company – Riyadh – Kingdom of Saudi Arabia P.O. Box 10493 Riyadh 11433. E-mail : eljaili_net@yahoo.com Second Author of the study: Prof : Jodah Ibrahim MohamedElnor Rahama. Professor in Law, University of Gezira -Faculty of Law – Sudan	1815
• محور الدراسات والأبحاث باللغة الإنجليزية "محور الإدارة الصحية"	
Mechanisms for Rationalizing Antibiotic Misuse among Patients in Primary Healthcare Centers in the Southern Governorates of Palestine Dr.Mohammed A. M. Abu Rayya Health consultant PhD Health Management	1883
The Impact of The Crises Challenges on The Performance of Healthcare Providers At AL- Shifa Medical Complex- Gaza Strip Dr.Wael Abdel Majeed Abdel Kareem Okasha - MOH - Gaza - PhD in Health Management	1909
محور الدراسات والأبحاث باللغة الفرنسية	
La gouvernance sportive en droit marocain (première partie) : un édifice normatif inachevé — la loi n° 30-09 et ses textes d'application Dr. Samir ABAKIL Équipe de recherche Management et Gouvernance du Sport Institut Royal de Formation des Cadres de la Jeunesse et des Sports (IRFC), Rabat	1935
L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE ET LE DROIT DES AFFAIRES AU MAROC : OPPORTUNITÉS, RISQUES JURIDIQUES ET PERSPECTIVES DE RÉGULATION Pr. Lamyae SAHRANE Maître de conférences habilitée à la FSJES de Mohammedia Laboratoire étude et recherche en droit privé et public et digitalisation Doctorante-chercheuse Nour El Houda KERMICHE Doctorante à la Faculté des sciences juridiques, économiques et sociales de Mohammedia Laboratoire étude et recherche en droit privé et public et digitalisation Université Hassan II Casablanca - MAROC	1949
Le financement participatif : Apports et risques DR . Mohamed KELLATI Enseignant chercheur, FSJP, UCD, El-Jadida	1964

La justice administrative marocaine à la lumière de la réforme du code de procédure civile n° 58.25 : transformations procédurales et enjeux de l'efficacité judiciaire Youssef Latrach Faculté des Sciences juridiques et politiques Université Sidi Mohamed Ben Abdellah - Fès	1973
La sauvegarde des entreprises en difficulté en droit marocain : fondements, mécanismes et limites Dr. Chaimaa MAROUFI Docteure en droit privé	1989
L'ÉGALITÉ DES CHANCES DANS LE DROIT DE SPORT : APPROCHE JURIDIQUE EN DROIT MAROCAIN Dr. Badre FASSI FIHRI Docteur en droit - Faculté des sciences juridiques, économiques et sociales de Fès	1999
La coopération maroco-espagnole de lutte contre l'immigration clandestine Dr. Brahim NAITOUGARZ Docteur et chercheur en droit international et relations internationales	2007
Le consentement résiduel. Stratification de l'adhésion organisationnelle et défaisance non simultanée Dr. Salma KADIRI ALAOUI Docteure en sociologie des organisations Faculté des Sciences Humaines et Sociales, Université Ibn Tofail, Kénitra, Maroc	2021
La protection de l'assuré contre les clauses abusives : étude comparée des droits marocain et français Dr. Siham LAKBOUCHI Docteure en droit privé - Université Hassan II, Casablanca - MAROC Faculté des sciences juridiques, économiques et sociales de Aïn Chock	2032
La preuve électronique : reconnaissance juridique et difficultés probatoires en droit marocain Dr. Asseya ABLI Docteure en droit	2041
LES DROITS DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE FACE À LA REVOLUTION NUMERIQUE : PRINCIPES, DEFIS ET EVOLUTIONS PREVUES Chercheuse KOUASSI Amino Désirée Colombe Doctorante en droit privé - Faculté des sciences juridiques, économiques et sociales, Université Sidi Mohamed Ben Abdellah, Fès Encadrée par M. Abdellah MARGHICH professeur de l'enseignement supérieur à la même faculté	2058
Le consommateur entre adhésion et négociation dans les contrats de consommation électroniques El Alaoui Mohammed Doctorant Université Moulay Ismaïl (UMI) - Faculté des sciences juridiques, économiques et sociales - Meknès Laboratoire : Droit et Développement Professeur encadrant : Pr. El Bakkay EL MAAZOUZ	2069
L'intelligence artificielle comme levier de transformation des politiques éducatives : opportunités, risques et perspectives pour le système marocain EHIRI NAAMA Faculté des sciences de l'éducation - Rabat Laboratoire de recherche sur l'analyse et l'évaluation des systèmes d'éducation et de formation - Rabat	2079

La responsabilité des prestataires de cloud face aux violations de la propriété intellectuelle générées par l'intelligence artificielle : enjeux juridiques et défis probatoires Abir OMRI Doctorante-chercheuse Faculté des Sciences Juridiques et Politiques de Settât - Université Hassan 1er de Settât Pr. Soumaya AKKOUR Professeure de l'Enseignement Supérieur - Faculté des Sciences Juridiques et Politiques de Settât - Université Hassan 1er de Settât	2094
La couverture sanitaire universelle au Maroc : un levier de la réforme du système de santé ELAMIM Abdelouahed Doctorant-chercheur Doctorant en droit public - FSJES Aïn Chock, Casablanca	2112
L'adaptation du droit marocain de la concurrence face aux géants du numérique : entre impératifs d'innovation, compétitivité et souveraineté économique. AZEDDINE TANOUCHE Doctorant chercheur en droit privé Laboratoire : Essor, Droit, philosophie et société Faculté des sciences juridiques, économiques et sociales, Université Sidi Mohamed Ben Abdellah, Fès	2126
La loi n° 58.25 relative à la procédure civile Lecture des principales nouveautés et enjeux de mise en œuvre EL BAIR Ali Doctorant-chercheur Université Hassan 1er de Settât - Faculté des Sciences Juridiques, Économiques et Sociales de Settât Laboratoire de Droit des Affaires	2135
L'équivalence fonctionnelle comme grille de contrôle de l'audience à distance La décision n° 255/25 de la Cour constitutionnelle marocaine et la loi n° 58.25 portant code de procédure civile Doctorant-chercheur MEHDI Nordin Doctorant en droit privé Faculté des sciences juridiques et politiques de Tanger - Université Abdelmalek Essaâdi Thèse préparée sous la direction de Monsieur le Professeur Soufiane MASRAR Adresse de correspondance : maitre.nordinmehdi@gmail.com	2145
La profession libérale d'avocat et le droit de la concurrence Doctorant-chercheur Mohammed Faouzi CHERRAQI Doctorant en droit privé - Université Hassan II de Casablanca - FSJES Mohammedia Pr. Ahmed ALLALI Maître de conférences habilité en droit privé - Université Hassan II de Casablanca - FSJES Mohammedia	2170

كلمة افتتاحية للاصدار رقم 66 من مجلة القانون والأعمال الدولية

بسم الله الرحمن الرحيم

العدد السادس والستون من مجلة القانون والأعمال الدولية

يصدر العدد السادس والستون من مجلة القانون والأعمال الدولية في لحظة تتسارع فيها وتيرة الإصلاح التشريعي، وتتبدل فيها أدوات العمل القانوني ومناهج البحث فيه. فما كان بالأمس موضوعا لاجتهاد فقهي محدود صار اليوم مادة لنصوص قانونية مستحدثة، وما كان يعد من قبيل الافتراض التقني أصبح واقعا تفرضه الممارسة على القاضي والمحامي والباحث على حد سواء. وفي هذا السياق تتحدد وظيفة المجلة العلمية: لا أن تواكب التحول وحده، بل أن تقيسه بميزان القاعدة القانونية، وتكشف ما فيه من مكاسب وما يعتريه من نقص.

وقد حرصت هيئة التحرير، في هذا العدد، على أن يكون البناء المعرفي للمجلة متوازنا في محاوره، متعدد المشارب في مواده. فقد توزعت الدراسات المنشورة بين القانون الخاص بفروعه، والقانون العام والعلوم السياسية، والقانون الجنائي، وقانون الأعمال، وقانون الشغل والحماية الاجتماعية، والقانون العقاري، والمساطر القانونية والقضائية، والقانون البيئي، والقانون الرياضي، إلى جانب الدراسات الشرعية وما يتصل بها من قضايا الأسرة والفقه، ومحور خاص بأثر الرقمنة والذكاء الاصطناعي في المنظومة القانونية، ومحور مستقل للدراسات المحررة باللغة الفرنسية.

وليس في هذا التنوع تشتيت، وإنما هو انعكاس لواقع القانون ذاته؛ إذ لم تعد الفروع القانونية جزرا معزولة، بل صارت الظاهرة الواحدة تستدعي أكثر من فرع وأكثر من منهج. ولذلك آثرنا في تقديم هذا العدد الإشارة العامة إلى محاوره دون الخوض في تفصيل كل دراسة على حدة، تاركين للقارئ أن يبني حكمه من النصوص نفسها.

ومن دواعي اعتزاز المجلة أن مواد هذا العدد وردت من باحثات وباحثين ينتمون إلى مؤسسات جامعية ومهنية متعددة داخل المغرب وخارجه، وأن بينهم أساتذة التعليم العالي وحاملي الدكتوراه والباحثين بسلك الدكتوراه وممارسي المهن القانونية. وهذا التعدد في المراتب والمشارب هو ما يمنح المجلة صفتها العلمية، ويجعلها فضاء للحوار بين النظرية والممارسة، لا منبرا لطرف دون آخر.

وقد خضعت جميع الدراسات المنشورة لمسطرة التحكيم العلمي المعتمدة بالمجلة، والتزمت هيئة التحرير في مراجعتها بمعايير الصياغة والتوثيق المقررة، مع الحفاظ على استقلالية كل باحث في آرائه واجتهاداته. فما يرد في هذه الدراسات من مواقف يلزم أصحابها وحدهم، ولا يعبر بالضرورة عن رأي المجلة.

وإننا إذ نضع هذا العدد بين يدي القارئ، نتقدم بالشكر إلى الباحثات والباحثين الذين أثروه بأعمالهم، وإلى السادة المحكمين على ما بذلوه من جهد في التقويم والتوجيه، وإلى كل من أسهم في إخراج هذا العمل إلى النور. ونجدد الدعوة إلى المشتغلين بالبحث القانوني للمساهمة في الأعداد المقبلة، بما يعزز رصيد المجلة ويخدم البحث العلمي في مجال القانون والأعمال. وبالله التوفيق.

والله ولي التوفيق

إدارة مجلة القانون والأعمال الدولية



كعادتها، تواصل مجلة القانون والأعمال الدولية ريادتها للمجلات القانونية العربية، وقد شهد الإصدار الأخير منها الموافقة على نشر 130 بحثًا بمشاركة 160 مشاركًا ما بين أستاذ جامعي ودكتور وباحث وممارس من 16 جنسية مختلفة.



هذه العسارة ناتجة بعد تحكيم أكثر من 360 بحثًا من طرف المحكمين المنضوين تحت لواء المجلة ومن مختلف الجنسيات، لأجل الوصول إلى أجود الأبحاث التي تستحق النشر.



إصدار شهر أكتوبر 2026

يعتبر الإصدار رقم 66 لمجلة القانون والأعمال الدولية من أجود الأعمال القانونية المحكمة، وقد شمل هذا الإصدار أبحاثًا من مختلف مشارب القانون موزعة على 16 محورًا.



إحصائيات العدد 66

شمل الإصدار رقم 66 (130 بحثًا)



8

باللغة الإنجليزية



19

باللغة الفرنسية



103

باللغة العربية

الجنسيات المشاركة في هذا الإصدار

 السودان 5	 قطر 7	 الأردن 8	 موريتانيا 8	 السعودية 9	 الإمارات 9	 فلسطين 13	 المغرب 89
 ساحل العاج 1	 تركيا 1	 مصر 1	 البحرين 1	 اليمن 1	 العراق 2	 سلطنة عمان 2	 لبنان 3

عدد الأبحاث	محاور الإصدار رقم 66
20	محور الرقمنة والذكاء الاصطناعي
15	محور قانون المال والأعمال
4	محور قانون الأسرة وعلوم الفقه
10	محور القانون الجنائي
8	محور المساطر الإجرائية
8	محور العقار والتعمير
8	محور قانون الشغل والحماية الاجتماعية
3	محور القانون الرياضي
2	محور القانون البيئي
7	محور القانون الدولي
12	محور القانون الإداري
4	محور القانون الدستوري
2	محور العلوم السياسية
6	محور الدراسات والأبحاث باللغة الإنجليزية
2	محور الدراسات والأبحاث باللغة الإنجليزية: الإدارة الصحية
19	محور الدراسات والأبحاث باللغة الفرنسية
130 بحثًا	المجموع